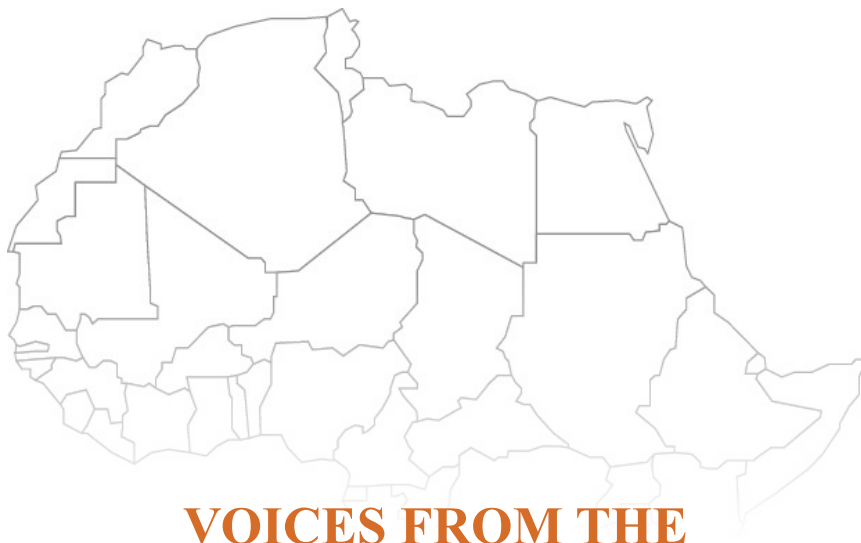


VOICES FROM THE SAHEL

ISBN: 9789914754001



***Building and Enhancing the Capacity of Rural Women on
Women's Rights, Economic and Environmental
Justice in Francophone West Africa.***



VOICES FROM THE
SAHEL

Report compiled by
Galgallo Boru and AIWO Team

Edited and reviewed by
Lucy Mullenkei

Translation to French by
Galgallo Boru and Aziz Ramazani

Design and Layout by
Tanc Media

Printed by
Don Bosco Printing School

Published by
African Indigenous Women's Organization (AIWO)
Former Posta Flats, Block A (No. 12).
Elgeyo Marakwet Road, off Ngong Road, Adams Arcade.
P.O. Box 54419-00200 Nairobi, Kenya
Tel: +254 020 2499389
WhatsApp No: +254722914614
Email: aiwoafrica@gmail.com
Website: www.indigenouswomen-africa.org

© African Indigenous Women's Organization (AIWO) 2023

ISBN: 9789914754001



Contenu

Abréviations	4
Introduction et Remerciement	6
Le Sahel - Historique	8
Nos pays de référence	9
Définir les concepts de base de la violence basée sur le genre (VBG)	11
Principales causes de la violence basée sur le genre (VBG)	12
Identification des solutions	15
9ème Session du Forum Régional Africain sur le Développement Durable	34
Picturale	38
Partager les connaissances traditionnelles	42
Table ronde sur la jeunesse autochtone	48

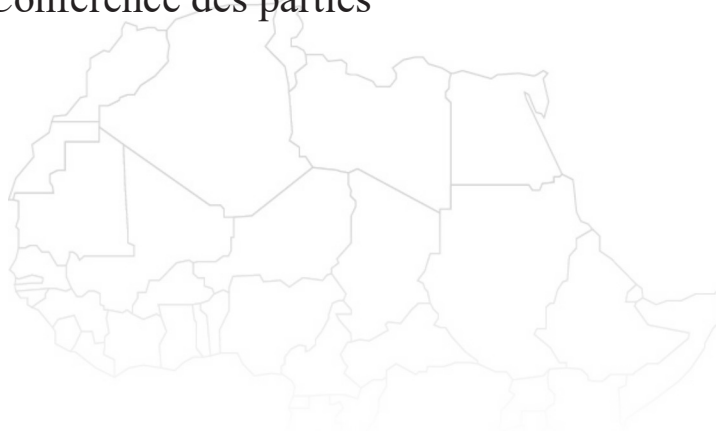
Contents

Abbreviations	61
Introduction and Acknowledgement	63
The Sahel background	65
Our Countries of Focus	66
Defining basic concepts of gender-based violence	68
Root Causes of gender-based violence	69
Consequences of gender-based violence	70
Identification of solutions	72
Pictorial	91
9th Session of the African Regional Forum on Sustainable Development	95
Sharing traditional knowledge	98
Indigenous Youth Roundtable	103

Abréviations

AFPAT	Association des femmes peules autochtones du Tchad
A.S.V.R	Action pour le soutien pour les victimes de rébellions
A.F.D.S	Associations Femmes Pour la Dignité de Sahel
AF2N	Association Féminine Noddo Notto
BpfA	Plate-forme d'action de Pékin
CRC	Convention sur les droits de l'enfant
CSW	Commission sur le statut des femmes
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
RDC	République démocratique du Congo
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FGM	Mutilation génitale féminine
FPIC	Consentement préalable, libre, et éclairé
FPP	Programme pour les peuples forestiers
GBV	Violence basée sur le genre
VIH/SIDA	Virus de l'immunité humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
FIDA	Fonds international de développement agricole
IWGIA	Groupe de travail international sur les affaires autochtones
IIWF/FIMI	Forum international des femmes autochtones/Foro Internacional de Mujeres Indigenes
OIT	Organisation internationale du travail

IPMG	Groupe majeur des peuples autochtones
IPV	Intimate Partner Violence (violence entre partenaires intimes)
IWIW	International Strategy Workshop on Indigenous Women's Rights, Land & Resources (Atelier stratégique international sur les droits, les terres et les ressources des femmes autochtones)
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
ODD	Objectifs de développement durable
ONU	Organisation des Nations unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds international d'urgence pour les enfants des Nations unies
UNFPA	Fonds des Nations unies pour la population
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
UNSCR	Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies
OMS	Organisation mondiale de la santé
COP	Conférence des parties



Introduction et Remerciement

Ce rapport est une étape importante de ce que nous avons pu réaliser au cours de la mise en œuvre de ce projet dont l'objectif principal était de renforcer les capacités des femmes autochtones rurales en matière de droits des femmes, de justice économique et environnementale en Afrique de l'Ouest francophone, avec un accent particulier sur le Sahel. Pour l'Organisation des femmes autochtones africaines, ce projet arrivait à point nommé et constituait une excellente occasion de faire entendre la voix des femmes de cette région, qui sont restées longtemps dans l'ombre du développement.



Lucy Mullenkei, **AIWO**

Je tiens à remercier la Foundation for a Just Society (*Fondation pour une société juste [FJS]*) pour son soutien financier et son aide précieuse. Il s'agit d'un cadeau provenant d'un trésor caché dans le désert qui s'est avéré très utile et qui a touché le cœur et la vie de nombreuses communautés qui ont été touchées par le travail que nous avons entrepris. Les activités dévouées que les femmes ont entreprises ont laissé une marque d'espoir et de désir de continuer. Nous serons là et prêtes pour le deuxième parcours que nous sommes impatientes de faire ensemble. Nous remercions toutes les femmes, les jeunes, les âgés, les autres partenaires et les membres d'OAFA (AIWO) d'autres régions qui ont travaillé avec nous et nous ont apporté une énergie supplémentaire. Nous ne pouvons pas vous remercier individuellement, mais collectivement, nous vous disons *Shukran* (Merci beaucoup).

Les traditions et les cultures ont dominé leur vie, les isolant dans un monde gris et dur, ce qui est normal pour elles car elles ne connaissent pas d'autre alternative. Ces femmes du Sahel font partie de nombreuses femmes autochtones d'Afrique qui souffrent de marginalisation et de discrimination en raison de l'inégalité entre les sexes et des cultures, traditions, économies et discriminations négatives qui contribuent à l'absence de reconnaissance. Le rapport se concentre sur les femmes autochtones du Mali, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso. Ces femmes sont issues des communautés pastorales nomades, à savoir les Peuls, les

Touaregs et d'autres agro-pasteurs, qui ont adopté l'agriculture à petite échelle comme moyen de subsistance alternatif en raison des impacts du changement climatique et du déplacement de leur propre pays et de leur communauté. Ce rapport couvre exclusivement toutes les activités, car nous avons rassemblé de nombreuses informations et beaucoup d'entre elles ont rédigé leurs propres rapports.

Les photos que nous avons publiées témoignent du chemin parcouru, et nous avons encore beaucoup à partager. Mais avant tout, nous sommes très heureux que ces deux dernières années aient permis à ces femmes de s'émanciper autant et nous aurions aimé que cela se produise il y a quatre ans. L'Organisation africaine des femmes autochtones (AIWO) est reconnaissante à la Foundation for a Just Society (FJS) d'avoir financé ces nombreuses activités. Ces dernières ont créé plusieurs opportunités pour les femmes et les jeunes autochtones du Sahel. Avec un cœur béni, le fonds a apporté une visibilité et nous a incités, en tant qu'AIWO, à travailler avec une approche des droits de l'homme, à faire reconnaître leurs droits et à aider les femmes et les filles à partager. Il nous a également incités à établir des liens et à apprendre sur différents programmes de développement, en mettant l'accent sur les droits des femmes et les droits de l'homme, la justice environnementale (le changement climatique et la biodiversité), les connaissances traditionnelles, l'autonomisation économique, l'aide sexuelle à la reproduction. Tout cela a permis aux femmes d'innover et de partager.

Il s'agit là d'un réel progrès pour les femmes et les filles autochtones d'Afrique. Nous sommes en mouvement et continuons à nous engager. Ce parcours qui a commencé en 2022-2023 est un parcours que nous voulons poursuivre et nous sommes impatients de faire avancer la collaboration. Nous remercions la FJS, tous les partenaires et toutes les parties prenantes qui se sont portés volontaires pour continuer à soutenir, guider et traduire les informations pour les femmes. Aux femmes autochtones : continuez et laissez-nous continuer.

Lucy Mulenkei

Organisation des femmes autochtones africaines (OAF/AIWO)

Nos pays de référence: Sénégal, Mali, Niger et Burkina Faso

Ces pays abritent de nombreuses communautés autochtones et des groupes de femmes qui sont très ambitieux et disposent d'un solide système social, culturel et économique autochtone. L'Organisation africaine des femmes autochtones (AIWO) a déployé des efforts considérables pour atteindre les organisations de femmes à différents niveaux afin de les sensibiliser et de renforcer leurs capacités sur différents aspects du développement. Cela les aidera à changer leur vie, à apprécier ce qu'elles sont, à connaître leurs droits et à savoir comment elles peuvent elles-mêmes s'autonomiser sur le plan économique sans oublier leurs communautés, parmi bien d'autres tâches.



Le Sahel rencontre le Conseil d'administration et les membres de l'AIWO pour la première fois à Nairobi

L'AIWO en collaboration avec les femmes a entrepris des différents activités, formations, ateliers, conférences et séminaires, en participant à différents forums aux niveaux local, national, régional et international, afin d'ouvrir leurs esprits et de comprendre qui elles sont et d'apprécier leur rôle dans la communauté et le pays. La première étape a consisté à les initier aux webinaires et à inviter leurs dirigeants à une réunion avec le Conseil d'administration d'AIWO afin de comprendre comment les peuples et les femmes autochtones travaillent et défendent leurs droits en tant que peuple et en tant que femmes et filles. Nous les avons ensuite laissés se réorganiser et commencer leurs activités.

Nous avons abordé les différents programmes de développement à savoir la justice environnementale, l'autonomisation économique, les droits des femmes et des filles, les droits de l'homme, les droits en matière de santé reproductive ainsi que la violence basée sur le genre. Nous avons aussi abordé le processus de la CEDEF où nous les avons intégrées pour leur permettre de contribuer à l'élaboration de la Recommandation 39 sur la violence à l'égard des femmes autochtones.

Au **Niger**, par exemple, qui est l'un des pays de la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest francophone. Les peuples autochtones du Niger sont des pasteurs nomades transhumants peuls, touaregs, toubous et boudouma. Lorsque nous avons commencé à travailler avec les femmes, elles étaient contrôlées et ne voulaient pas se dévoiler. Après une série de réunions, d'échanges et de participations à différents forums, la vie a commencé à changer. Il en ressortait clairement que les femmes avaient besoin d'avoir leur propre structure pour pouvoir gérer leur vie et prendre leurs propres décisions. Elles se sont donc organisées pour se regrouper au sein d'une association appelée Association Féminine Noddo Notto (AF2N). Leurs domaines thématiques comprennent: le droit à l'autodétermination, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité foncière (en particulier pastorale), l'approvisionnement en eau, la santé animale, le genre et le changement climatique. Les femmes ont participé à de nombreuses activités avec d'autres femmes du monde entier pour célébrer et apprendre des activités qui les aident à raconter leur histoire, à savoir et à comprendre comment relever certains défis tels que la violence basée sur le genre ainsi que les 16 jours d'activisme contre la violence et les abus sexuels. Elles sont devenues visibles et leur voix s'est amplifiée.



La violence basée sur le genre (VBG) est reconnue depuis des décennies comme un phénomène qui reflète les relations de pouvoir historiquement inégales entre les hommes et les femmes, entraînant une domination et une discrimination souvent exercées par les premiers sur les secondes. Cette violence entrave particulièrement la promotion des femmes et porte atteinte à leurs libertés fondamentales. Elle empêche partiellement ou totalement les femmes et les filles qui en sont victimes et qui ne sont pas suffisamment protégées de jouir de leurs droits. Dès qu'elles ont appris qu'elles pouvaient bénéficier de fonds pour leurs activités, elles ont organisé une session de formation pour les femmes autochtones, qui s'est tenue au Centre culturel Oumarou Ganda, sur les violences basées sur le genre. Cette formation a réuni des femmes des régions de Niamey, Maradi (Guidan Roumdji) et Tillabéry (Qbala). L'objectif de cette formation était d'échanger avec les femmes afin d'identifier les différentes formes de violences basées sur le genre; de comprendre les mécanismes de prévention. Dans la plupart des formations, nous avons commencé avec la présentation des participants. Nous avons ensuite partagé l'ordre du jour de la formation pour la journée, suivi des notes de bienvenue, qui ont été expliquées clairement aux participants pour s'assurer d'être à la même longueur d'onde.

Définir les concepts de base de la violence basée sur le genre (VBG)

Au cours des trois dernières décennies, les questions relatives à la promotion des femmes et à l'inégalité entre les sexes ont pris beaucoup d'importance dans les forums sur le développement. Plusieurs conférences régionales et mondiales ont été organisées dans le but de modifier la vision des conditions de vie des femmes, des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes et le respect équitable des droits de l'homme, dont les droits des femmes font partie intégrante. La violence basée sur le genre est un terme générique désignant un acte préjudiciable perpétré à l'encontre d'une personne sur la base des différences sociales (de genre) entre les hommes et les femmes. Parmi les actes concernés on note des abus physiques, sexuels ou mentaux.

Principales causes de la violence basée sur le genre (VBG)

Principales causes	Facteurs de risque
Déséquilibres de pouvoir	Comportement, alcool, drogue, ennui, représailles
Inégalités entre les sexes	Structures, organisation des camps, accès aux services
Non-respect des droits de l'homme	Systèmes, impunité, représentation, participation

Pour ces femmes autochtones, les causes de la violence basée sur le genre (VBG) sont liées à:

- Perte de confiance et d'amour entre les deux parties.
- Désobéissance de la femme aux directives du mari.
- Ignorance et méconnaissance des droits de la femme par le mari.
- Manque de communication entre les deux parties.
- Manque de respect pour la valeur de la femme.
- Promotion des droits de l'homme au détriment des droits de la femme.
- Manque de gentillesse de la part de l'homme.
- Pauvreté et manque de pitié envers les femmes.
- Refus des hommes de partager avec les femmes.
- Manque de tolérance et violence verbale à l'égard des femmes.
- Imitation de certains comportements violents par d'autres hommes sur leurs femmes.

Conséquences de la violence basée sur le genre (VBG)

Les conséquences sur la santé incluent: dommages physiques (VIH/SIDA); MST; grossesse non désirée; avortement à risque; risque de fistule ou de décès.

Les conséquences psychologiques comprennent: dépression, peur, culpabilisation, anxiété, troubles mentaux et autres pensées ou actions suicidaires.

Les conséquences socio-économiques sont les suivantes:

- Stigmatisation sociale et culpabilisation des victimes.
- Regret.
- Isolement.
- Pauvreté et risques de revitalisation.
- Isolement de la famille.

Afin de mieux évaluer la perception des participantes sur la violence basée sur le genre dans leurs contextes respectifs, des exercices de groupe (4) ont permis aux femmes de s'exprimer sans tabou et de parler de leurs expériences personnelles.



La discussion sur la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones a constitué un élément clé des formations et les responsables ont veillé à ce qu'elle soit intégrée dans tous les travaux réalisés

Conséquences des VBG dans les régions de Tillabéry Maradi et Niamey

Les participants se sont répartis en groupes afin d'assurer une participation pleine et effective de tous.

Groupe 1

- Violence contre les femmes sous forme de sectarisme.
- Viol de jeunes filles peules.
- Cloîtrage des femmes violentées.
- Déscolarisation des jeunes filles pour des mariages précoces.
- Divorce des femmes; jeunes mères (1 à 2 enfants).
- Abandon total des responsabilités familiales aux femmes.
- Accaparement des biens de la femme par le mari.

Groupe 2

- Mariage forcé de jeunes filles.
- Insultes et déshonneur des femmes dans les espaces publics.
- Influence des hommes sur l'abandon du travail des femmes.
- Exposition des femmes à des choix sociaux difficiles.
- Absence de dialogue entre le père et la fille.
- Marginalisation des femmes qui donnent naissance à des filles.

Groupe 3

- Insultes et coups portés aux femmes.
- Harcèlement des travailleuses dans les bureaux.
- Viol de jeunes filles par des hommes plus âgés.
- Augmentation de l'inceste (père violant sa fille mineure).
- Mariage forcé de jeunes filles.

Groupe 4

- Violence physique à l'encontre des femmes.
- Absence de droit de parole de la femme au sein du foyer.
- Mariage précoce et forcé des jeunes filles.
- Acquisition des biens de la femme par l'homme (terre).
- Prostitution des jeunes filles.

Identification des solutions

Selon la déclaration des Nations unies sur l'élimination de la violence basée sur le genre (1993): *La violence à l'égard des femmes est une manifestation des rapports de force historiquement inégaux entre les hommes et les femmes, qui ont conduit à une situation où les hommes dominent les femmes, les discriminent et les empêchent de réaliser pleinement leur potentiel.*

Les filles sont plus exposées que les garçons à l'infanticide, à la violence sexuelle et à la prostitution forcée. Elles sont également en danger parce qu'au sein de leur famille et de leur communauté, leur pouvoir et leur statut sont les plus faibles, tout comme leur degré de contrôle sur leur propre corps et leurs ressources. Les filles, comme les femmes, sont dans une position de relative impuissance vis-à-vis des adultes et des hommes. Les échanges fructueux qui ont eu lieu lors de cette formation ont permis aux participants d'identifier des solutions immédiates à la VBG. Il s'agit notamment de:

1. La connaissance des voies de recours.
2. La valorisation des femmes.
3. Cultiver le courage de dire non face à la violence.
4. Dénoncer tout cas d'abus.
5. Surveiller les fréquentations des jeunes pour prévenir la violence.
6. Bannir les préjugés sociaux qui entravent le développement des femmes.
7. Prendre en compte les opinions des femmes.

Recommandations

1. Octroi de fourrage pour le bétail.
2. Soutien aux cultures de contre-saison.
3. Transformation de pommades et de parfums corporels.
4. Soutien à la couture et au tricotage.
5. Mise en place d'une banque de céréales (alimentation du bétail).
6. Transformation et vente de lait.
7. Acquisition de moulins à grains.
8. Ouverture d'un magasin de vente de bijoux.
9. Vente de divers produits de première nécessité.

Niger

Au Niger, il y a une persistance des violences basées sur le genre, comme le montrent plusieurs études. Les femmes sont donc plus susceptibles d'être victimes de violences basées sur le genre au Niger. Le cas susmentionné au Niger est similaire à celui du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Dans les quatre pays, la prise en charge des cas de VBG est importante et peut se faire à travers l'assistance psychologique, médicale et juridique, la réinsertion socio-économique et la création d'un système d'orientation immédiate pour les victimes. Il s'agit de:

- Fournir des soins gratuits aux victimes de VBG.
- Faciliter l'accès à des services compétents.
- Fournir une assistance juridique et judiciaire gratuite.
- Assurer la protection des victimes de VBG.
- Créer de nouveaux centres de soins holistiques pour les victimes de la violence basée sur le genre.
- Développer des activités génératrices de revenus (AGR) pour les victimes.
- Organiser des sessions de formation pour renforcer les capacités des acteurs de la lutte contre la VBG.
- Assurer la promotion des droits de l'homme et de l'égalité des sexes.
- Renforcer les capacités des acteurs, y compris les autorités locales, responsables de la protection des personnes vulnérables.
- Renforcer les capacités des organisations impliquées dans la lutte contre la VBG.
- Renforcer les centres d'accueil et de prise en charge des victimes.
- Former tous les acteurs concernés (travailleurs sociaux, juges, ONG, dirigeants, etc.).
- Elaborer une unité sur la VBG au sein des programmes scolaires.
- Renforcer les centres existants.
- Sensibilisation continue tout au long de l'année et à tous les niveaux.

Burkina Faso

L'organisation qui a été très active ces dernières années à Dori, au Burkina Faso, s'appelle **l'Association femmes pour la dignité du Sahel (AFDS)**. L'AFDS travaille en synergie avec d'autres organisations telles que la Corporation régionale des femmes de l'Association Jeunesse pour le Développement du Sahel AJDS/CRF et d'autres organisations similaires en raison des ambitions et des engagements qu'elles partagent.

Ce que fait l'AFDS: Travailler à l'épanouissement des femmes dans la région du Sahel.

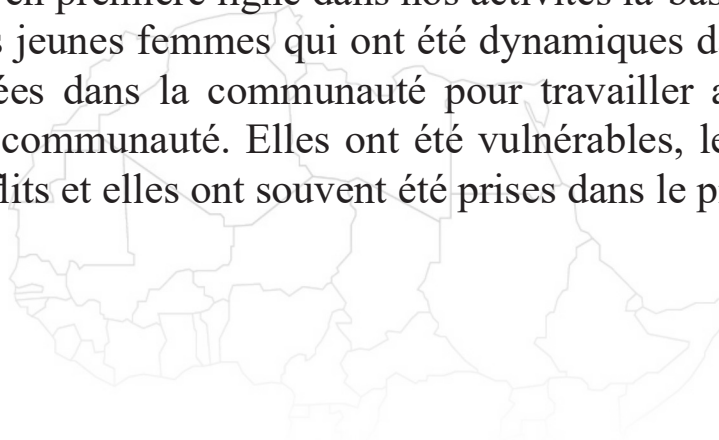
Les objectifs de l'AFDS

- Promouvoir le leadership des femmes et leur participation à la vie de la communauté.
- Travailler à l'autonomisation économique des femmes.
- Lutter contre la violence basée sur le genre.
- Travailler sur l'éducation des filles.
- Faire des femmes des acteurs clés du processus de consolidation de la paix au Burkina Faso.

Ses cibles

1. Peuples autochtones de la région du Sahel.
2. Femmes et jeunes filles.
3. Personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le groupe a été en première ligne dans nos activités là-bas, la plupart des leaders sont des jeunes femmes qui ont été dynamiques dans leur travail et sont retournées dans la communauté pour travailler avec les autres membres de la communauté. Elles ont été vulnérables, leur pays est en proie à des conflits et elles ont souvent été prises dans le processus.





Les activités pour les femmes et les filles prévues par l'Association femmes pour la dignité du Sahel (AFDS).

Lorsqu'elles sont venues au Kenya pour participer aux réunions de préparation de la CCNUCC, elles n'ont pas pu rentrer chez eux immédiatement pour des raisons de sécurité. Elles ont dû attendre et se rendre au Tchad pour les réunions, avant de rentrer chez eux en toute tranquillité.

Mali

Mali abrite des communautés autochtones. Tuareg, Moor, Songhay et Fulani sont les principales communautés vivant dans la vaste zone du nord qui représente deux tiers du Mali. Il s'agit d'un pays qui a été touché de plein fouet par le conflit ce qui a compliqué son accès pendant presque toute une année. Du coup, nous avons été obligés de travailler à distance et cela n'a jamais été la meilleure option. Cependant, nous avons pu établir des relations avec des personnes de contacts qui nous permettent d'améliorer le travail bien démarré jusque-là. «Action pour le soutien des victimes des rebellions which translates into “Action in support of Rebellion Victims” was founded in the Republic of Mali, inline with the existing legislation as an apolitical, non-denominational and non-profit association. Its headquarters is in Bamako but it can be transferred to any other place in the Republic of Mali by a General Assembly decision convened for this purpose.



Atelier de renforcement des capacités pour les femmes au Mali sur l'autonomisation économique.

L'objectif général de l'Action de soutien aux victimes de rébellions est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes victimes de rébellions. Étant donné que les femmes en général sont les piliers des communautés et jouent un rôle essentiel dans la préservation et la transmission des connaissances traditionnelles, des coutumes et des traditions, gardiennes des traditions, soutiens de familles dans certaines communautés et dans les zones rurales, les femmes sont souvent victimes de discrimination et de violence. C'est dans cette optique que l'Action pour le Soutien des Victimes des Rébellions (ASVR.), dont la mission est d'outiller les femmes à relever efficacement le défi de l'émergence, a organisé une rencontre d'appropriation et de vulgarisation de la Déclaration sur les Peuples autochtones en partenariat avec l'Organisation africaine des femmes autochtones.

Les objectifs spécifiques de l'Action pour le Soutien des Victimes des Rébellions sont:

- Initier et soutenir toute action visant à améliorer les conditions de vie des.
- Personnes vulnérables.
- Défendre les droits de l'homme et les intérêts des victimes de conflits sociaux.
- Défendre les principes de justice et d'équité.
- Secours et assistance aux victimes.

Pour atteindre ces objectifs, l'action de soutien aux victimes des rébellions a adopté les moyens d'action suivants:

- Initier et organiser des formations pour ses membres par le biais de séminaires.
- et d'ateliers.
- Promouvoir des politiques économiques et socioculturelles.
- Laborer des programmes spécifiques pour les victimes de conflits afin de créer des activités génératrices de revenus.
- Organiser des échanges d'expériences avec des organisations nationales, sous-régionales et internationales poursuivant les mêmes objectifs.
- Initier des actions de lobbying et de plaidoyer en faveur de l'assistance aux personnes vulnérables.

Ils ont pu aider à réunir les femmes autochtones et ont également participé aux réunions de Nairobi et du Tchad. La dynamique qui les caractérise est qu'ils sont capables de travailler avec les groupes autochtones du nord du Mali et, à cet égard, nous sommes sur la même longueur d'onde avec eux. AIWO doit poursuivre son travail ici, prendre contact avec eux et voir comment nous pouvons organiser davantage de visites d'échange dans les régions et entre eux.



Journée internationale de la femme au Mali: discussions et photos de groupe pour la mémoire.

4. Sénégal

Au Sénégal, les femmes autochtones de la communauté fulani vivent dans des régions reculées et n'osent pas non plus s'exprimer. - C'est un pays où il a été difficile de trouver la bonne personne avec qui établir un réseau. La plupart des femmes fulani vivent dans des régions très isolées. Au début de notre collaboration avec l'Association des femmes autochtones du Sénégal, la coordinatrice était enseignante et n'était pas prête à accepter de travailler avec les communautés en raison de son travail. Nous avons toutefois fait appel à notre magie du réseautage et avons pu réunir un groupe de femmes avec lesquelles nous avons continué à travailler en étroite collaboration. Les activités organisées jusqu'à présent avec les différents groupes de femmes avec lesquels nous avons travaillées ont été couronnées de succès et, malgré tout, les femmes ont organisé leurs propres activités et ont vécu de nombreuses expériences au cours de nos visites ce qui nous a motivés à continuer. Cela montre clairement la nécessité de travailler et d'atteindre le plus grand nombre de femmes possible pour faire entendre la voix de la perspective.



Série d'activités et de formations pour la première fois pour les femmes autochtones peules au Sénégal.

L'AIWO est déterminée à poursuivre son travail dans cette région et nous sommes heureuses d'avoir désormais une orientation dont nous sommes convaincues fera la différence dans la façon dont le public et la nation dans son ensemble considèrent les Fulanis et les autres minorités. Les femmes et leurs activités collaborent mieux que jamais et il existe un sentiment de reconnaissance du rôle des femmes et des filles dans la communauté.

Les activités entreprises au cours du cycle du projet ont donné aux femmes de l'énergie et de la force et elles ont réalisé que leur voix était très importante. Il est clair que les femmes autochtones ont progressé dans la défense de leurs droits en renforçant leurs capacités et en participant à différentes réunions nationales, régionales et internationales.

La plupart des femmes autochtones africaines ont mis en évidence les défis qui leur ont donné l'impression d'être mises à l'écart par rapport aux autres. Elles ont donné des exemples de violence basée sur le genre, de dégradation de l'environnement et d'injustice, de pauvreté (inégalité économique), d'inégalité devant la loi, de manque d'accès aux services sociaux tels que la santé et l'éducation, d'accès à l'utilisation et à la propriété de la terre, de participation politique et de prise de décision, d'insécurité et de conflits caractérisés par le banditisme armé, d'insurrections conduisant à des enlèvements, entre autres. Les femmes se sont réunies après de nombreuses réunions préparatoires en ligne et ont élaboré un document collectif qui représente les priorités et les recommandations ainsi que la voix des femmes autochtones africaines dans la déclaration globale qui sera présentée lors de la conférence. Au cours de toutes les discussions du projet, il en est ressorti clairement que, malgré les nombreuses questions soulevées par les femmes, certains défis étaient communs à tous les pays. Le manque d'accès à l'éducation en est un bon exemple. La plupart des communautés autochtones sont patriarcales et, en tant que telles, ne valorisent pas l'éducation des filles et préfèrent éduquer les garçons. On pense que la place d'une fille est à la maison pour effectuer les tâches ménagères, apprendre à s'occuper d'un foyer et finalement être mariée pour fonder son propre foyer. Certains de ces mariages sont des mariages d'enfants, où une fille de neuf ans peut être mariée. La pauvreté est un autre facteur qui contribue au manque d'accès à l'éducation et du coup, les jeunes filles se voient mariées afin d'obtenir une dot qui permettrait de financer leurs familles. Les grossesses précoces et adolescentes ont également contribué à ce qu'un grand nombre de filles autochtones ne soient pas scolarisées ou abandonnent prématurément

l'école. La présence du patriarcat dans la société dominante les rend plus vulnérables à l'oppression, à l'exploitation, aux abus et à la violence en raison de l'intersection du genre et de l'ethnicité. La plupart d'entre elles ne connaissent pas leurs droits et ne sont donc pas conscientes des violations dont elles sont victimes. C'est la raison pour laquelle ce projet a été mis en place afin de périodiser la sensibilisation aux droits.



L'autonomisation économique des femmes leur permet d'être respectées et reconnues parce qu'elles peuvent subvenir à leurs besoins, comme le montrent les deux premières photos du Niger et la suivante de Dori au Burkina Faso. Le fait de travailler avec les enfants le plus tôt possible leur permet d'acquérir certaines connaissances qui leur donnent confiance et motivation.

Les femmes autochtones africaines connaissent les niveaux de pauvreté les plus élevés parce qu'elles sont marginalisées depuis des décennies dans un environnement dégradé de terres arides et de températures élevées qui ont été aggravées par le changement climatique. Leur riche

biodiversité a été perdue au fil des années en raison d'une forte demande et de politiques médiocres qui ne se concentrent pas sur la restauration et la reconnaissance du rôle vital que joue la communauté en essayant de protéger ses terres et ses ressources avec son type de moyens de subsistance ignorés dans le développement. Les déplacements internes causés par l'exploitation forestière et minière et les conflits armés dans la région ont eu un impact considérable sur ces communautés. Grâce à l'innovation et aux connaissances que les femmes ont acquises au cours de leurs formations et de leurs visites d'échange, elles continuent à gérer leurs moyens de subsistance où qu'elles aillent.



Au Mali, les personnes déplacées à l'intérieur du pays se sont installées à Bamako où elles ont décidé d'innover et de continuer à vivre comme elles l'ont fait en obtenant des espaces pour innover et adapter leurs moyens de subsistance. AIWO a travaillé avec ces personnes pour s'assurer qu'elles peuvent continuer à faire tout leur mieux pour nourrir leurs familles.

L'émancipation économique est très importante pour les femmes. Elles entreprennent différentes activités qui les permettent à vendre leurs produits afin d'assouvir à leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles. Cela les aide à se maintenir en bonne santé dans un environnement très fragile.



La fabrication de savon et la production d'aliments sont des activités visibles chez les femmes pour assurer leurs moyens de subsistance.



Quelques activités économiques et écologiques: compte tenu du fait que le Sahel est un environnement désertique, l'utilisation des ressources disponibles sur leurs terres pour fabriquer des articles à vendre est une opportunité que les femmes ont su exploiter à bon escient.

Il en est également ressorti clairement que l'inégalité d'accès à la santé et aux infrastructures de soins dans les régions et parmi les communautés isolées est un problème majeur. Force est également de constater que l'environnement est fragile et l'accès à une alimentation saine et à la médecine traditionnelle reste problématique. Il faut parcourir de longues distances pour avoir accès au strict minimum en matière de soins de santé. S'il y a des hôpitaux à proximité, il n'y a pas de médecins, d'infirmières, de médicaments ou d'installations pour répondre aux besoins communautaires. Les femmes et les filles autochtones n'ont pas accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Les femmes et les filles enceintes n'ont pas accès aux services de maternité et beaucoup

doivent faire appel à des accoucheuses traditionnelles. Les filles n'ont pas accès aux produits hygiéniques tels que les serviettes hygiéniques, ce qui affecte leur qualité de vie. Face à la pandémie de COVID 19, les peuples autochtones ont été les derniers à recevoir l'aide et le matériel de la part du gouvernement, tels que des informations sur l'infection et les mesures de prévention, des désinfectants pour les mains, des masques et d'autres articles pour aider à endiguer la propagation de la maladie. La seule chose importante est que les communautés isolées innovent et gèrent toujours leur propre crise.



La création d'un espace où ils peuvent faire entendre leur voix fait une grande différence dans leur vie.

Dans ces communautés, le taux de violence basée sur le genre, de viols et d'autres formes de violence à l'encontre des femmes autochtones est élevé. Ces cas ne sont pas signalés aux autorités compétentes en raison de la peur et de la dépendance des femmes à l'égard des hommes, des croyances et pratiques socioculturelles qui ont banalisé la violence à l'égard des femmes et du manque d'accès à la justice pour les femmes autochtones.

Parmi les autres formes de violence prévalant au sein des communautés autochtones, en particulier à l'égard des filles autochtones, on compte des pratiques culturelles néfastes telles que les mariages précoces et les mutilations génitales féminines. C'est la raison pour laquelle ce projet a été crucial, car il a permis d'ouvrir l'esprit des femmes pour qu'elles discutent et voient comment elles peuvent relever les différents défis auxquels elles sont confrontées. Dans la plupart des pays du Sahel, les femmes autochtones sont peu nombreuses, voire inexistantes, à participer à la vie politique. Ceci est principalement dû aux taux élevés d'analphabétisme chez les femmes autochtones.

Elles souffrent également de discrimination et de stigmatisation, ce qui réduit le taux de participation aux divers processus locaux, nationaux, régionaux ou internationaux qui ont un impact direct sur leur vie. Le patriarcat institutionnalisé a également empêché les femmes autochtones africaines de faire partie des institutions traditionnelles et formelles et d'occuper des postes leur permettant d'influencer les décisions et les politiques.

En ce qui concerne le changement climatique, les femmes autochtones et leurs communautés dépendent des ressources naturelles pour leur survie. Elles sont confrontées à des problèmes plus importants en raison de la fragilité de l'écosystème et de l'absence de mesures d'adaptation et d'atténuation suffisantes. Elles risquent de perdre l'accès à l'eau, de subir la désertification et de manquer de pâturages pour leur bétail. Le rôle productif des femmes autochtones, qui consiste à assurer l'approvisionnement en nourriture, en eau et en énergie de leurs familles, est affecté par le changement climatique. Elles sont confrontées aux conséquences du changement climatique telles que les migrations forcées, la sécheresse, les inondations (qui sont responsables de la dégradation des sols), l'insécurité alimentaire et les conflits. Leur vie est encore plus compliquée en raison de la promotion et de la protection insuffisantes des droits humains des femmes autochtones, ainsi que de la discrimination continue et des violations des droits des filles.

Les femmes du Sahel ont ensuite été invitées à participer au processus et à la campagne sur la CEDEF pour les femmes et les filles autochtones. Elles se sont jointes à d'autres dirigeantes autochtones qui cherchaient à se réunir pour plaider en faveur de l'adoption de la recommandation générale n° 39 de la CEDEF. Ces discussions ont commencé dans les régions qui

ont travaillé ensemble en utilisant des discussions et des consultations sur le web pour apporter des recommandations et une voix de l'Afrique.

En ce moment, la CEDEF (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) a été un succès et l'Assemblée générale a finalement approuvé la recommandation générale n° 39 sur les droits des femmes et des filles autochtones.



Le Réseau régional des femmes autochtones, le Forum international des femmes autochtones/Foro Internacional de Mujeres Indigents (mieux connu sous l'acronyme de FIMI), MADRE, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, et RLS ont organisé conjointement un dialogue de haut niveau avec les membres du Comité de la CEDEF et une conférence de presse à Genève dans le cadre de la 82^{ème} session le 24 juin 2022. La session a permis aux femmes et aux filles autochtones de donner de la visibilité à leur cause et de continuer à défendre leurs droits collectifs et individuels auprès des principales parties prenantes à Genève. Plusieurs événements ont eu lieu, notamment un dialogue de haut niveau avec les membres du Comité de la CEDEF, une conférence de presse et d'autres réunions. Tous les délégués, y compris ceux



du Sahel, ont participé activement aux activités du plaidoyer. Alors que le projet était toujours en cours, l'Organisation africaine des femmes autochtones (OAF/AIWO), en collaboration avec AYNi Afrique, a organisé un atelier de

renforcement des capacités à Nairobi. Cette formation devait permettre aux femmes autochtones d'Afrique d'apprendre à gérer leurs propres finances et leur leadership et, en même temps, de tenir une réunion préparatoire en vue de la prochaine conférence sur le changement climatique qui se tiendra en 2022. La réunion de Nairobi avait pour but de préparer les femmes autochtones à se rejoindre aux autres au Tchad puis à Charm el-Cheikh pour la COP 27. Cette réunion s'est tenue du 27 au 30 septembre 2022 à Nairobi, au Kenya, et a rassemblé des femmes autochtones de différents pays africains. Cette réunion s'est déroulée en deux temps. Tout d'abord, les participantes ont été divisées en deux groupes pour des formations distinctes. Elles ont reçu une formation sur la méthodologie de rédaction des rapports narratifs et financiers relatifs aux projets, ainsi que sur d'autres questions pertinentes relatives au changement climatique et à la biodiversité. Réunion birégionale de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (LCIPP) au Tchad. Après Nairobi, nous nous sommes rendus à N'Djamena pour participer à la réunion bi-régionale de la plateforme LCIPP qui s'est tenue du 13 au 15 octobre 2022. Ils ont participé à une réunion de débriefing des Peuples Autochtones d'Afrique sur les questions liées aux textes régissant la reconnaissance des droits des Peuples Autochtones mais qui ne sont pas appliqués par les pays africains. Cette réunion a permis de mettre tous les participants africains sur la même longueur d'onde et de les préparer à une participation plus active à la réunion Afrique-Asie.



Avec d'autres peuples autochtones et d'autres communautés locales, les femmes du Sahel ont participé à la réunion au Tchad et ont partagé leurs expériences sur le changement climatique. Bonne préparation et renforcement des capacités pour la COP 27.

La 27^{ème} session de la Conférence des parties à la CCNUCC devait se tenir à Charm el-Cheikh, en Égypte, du 14 au 18 novembre 2022. Les femmes autochtones sont arrivées à bon port et ont pu tenir des réunions préparatoires avec d'autres femmes autochtones et assister aux réunions préparatoires des peuples autochtones. C'était important car il fallait savoir ce qui se passait dans un lieu de conférence aussi grand, avec des milliers de personnes présentes. Il y a eu des séances plénières et de nombreux événements parallèles qui ont été très importants. Les femmes autochtones ont participé et contribué à de nombreux événements parallèles qui ont permis de formuler des recommandations en provenance d'Afrique. Au cours de la réunion au Tchad, voici quelques-uns des événements auxquels les participants ont été invités à assister:

1. Pavillon Afrique, Centre africain d'applications météorologiques pour le développement (ACMAD).
2. Sécurité de l'eau au Sahel, problèmes de disponibilité, de qualité et d'accès à l'eau dans les pays du Sahel. L'impact du changement climatique sur l'accès à l'eau.
3. Accessibilité du financement climatique.
4. Difficulté de mise en œuvre des politiques en raison des conflits.
5. Les femmes herboristes en tant qu'expression culturelle du patrimoine immatériel.
6. Les tâches multiples des femmes autochtones dans les maisons auto-construites.
7. Adaptation au changement climatique.
8. Rôle de la culture et des pratiques culturelles dans l'adaptation au changement climatique. Toutes les communautés ont un rôle à jouer dans l'adaptation.
9. Approche holistique de l'adaptation au changement climatique.
10. Initiatives des peuples autochtones pour renforcer la résilience.
11. Financement d'un projet sur l'utilisation de la photographie pour amplifier ce que les femmes sous-représentées font dans le processus d'adaptation.
12. Les femmes autochtones en tant que leaders de l'action climatique, Journée de la femme autochtone.
13. Engagement des entreprises, des institutions financières et des gouvernements dans l'action climatique et les solutions pour la biodiversité.

14. Opportunités pour les peuples autochtones en matière de pertes et de préjudices.
15. Financement des solutions au changement climatique.
16. Outils et mécanismes pour les peuples autochtones et possibilités de les développer.
17. Sensibilisation à la propriété des terres et des forêts par les peuples autochtones.
18. Questions de financement, accessibilité, lien entre la crise et le changement climatique.
19. Financement de l'adaptation des plus faibles.
20. Accès direct des communautés locales aux financements.
21. Sources de financement.
22. Subventions et bailleurs de fonds privés.
23. Financement à plusieurs échelles, technologies de suivi.
24. Peuples autochtones et organisations de producteurs pour une action climatique biocentrique à grande échelle.
25. Action climatique par la mise en œuvre d'innovations et une gouvernance inclusive à plusieurs niveaux.
26. Institut d'énergie et de ressources.
27. Sommet mondial pour le développement durable.
28. Changement climatique basé sur le patrimoine culturel.



La participation des femmes autochtones du Sahel à la COP27 de la CCNUCC a marqué une étape importante. Leur histoire a commencé par la préparation de séminaires en ligne, la participation à des réunions à Nairobi, l'adhésion aux peuples autochtones du Tchad et, enfin, le voyage à Sharm El Sheikh. En effet, ce fut un grand succès de voir les femmes autochtones se déplacer ensemble pour participer et discuter des problèmes et de la planification pour l'avenir. La plupart des femmes autochtones ont recommandé que le changement climatique soit au cœur de nos préoccupations, car il a un impact sur de nombreux aspects de la vie des femmes et de la communauté. C'était la première fois que les femmes se rendaient au Sahel et elles ont estimé que la participation devrait être plus importante. Elles ont également suggéré de continuer à suivre les réunions intersessions afin d'être au courant des dernières évolutions.



La participation des femmes autochtones du Sahel à la COP27 de la CCNUCC a été un événement marquant. Leur histoire va de la préparation aux webinaires, à la participation aux réunions à Nairobi, en passant par la participation aux réunions des peuples autochtones au Tchad, jusqu'au voyage à Sharm El Sheikh.

Après la COP 27, les femmes sont rentrées chez elles et se sont arrangées pour diffuser dans leur communauté ce qu'elles avaient appris à Sharm El Shekh. Des ateliers de suivi et des engagements ont été organisés au niveau local afin d'intégrer les points de vue et les opinions des personnes au niveau de la base. Dans tous les pays, ils ont utilisé les activités de la Journée internationale de la femme pour continuer à diffuser des informations et à créer une prise de conscience.

L'OAFA/AIWO continuera à les impliquer dans les différents arrangements des peuples autochtones afin qu'elles soient bien informées. Travailler avec les femmes autochtones du Sahel a été motivant pour l'OAFA/AIWO de voir que malgré leur marginalisation, elles voulaient être visibles et faire entendre leur voix. Elles se sont manifestées à leur manière et ont organisé de nombreuses activités, ce qui a été encouragé et devrait être poursuivi.

9ème Session du Forum Régional Africain sur le Développement Durable

La participation aux processus régionaux est essentielle et l'OAFA/AIWO a saisi l'occasion pour accréditer quelques femmes autochtones du Niger à la 9^{ème} session du Forum régional africain sur le développement durable, qui s'est tenue au Niger du 28 février au 2 mars 2023. Les ODD constituent la clé de voûte du travail de développement sur notre continent et, à l'échelle mondiale, les femmes autochtones sont la clé du développement et de leur rôle vital pour s'assurer que leurs communautés sont également pleinement impliquées et informées. Le thème du Forum régional était «Accélérer la reprise inclusive et verte après des crises multiples et la mise en œuvre intégrée et complète de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063.

Au cours de la session, un examen approfondi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de cinq objectifs de développement durable sélectionnés, à savoir les objectifs 6 (eau propre et assainissement), 7 (énergie propre et abordable), 9 (industrie, innovation et infrastructure), 11 (villes et communautés durables) et 17 (partenariats pour les objectifs), ainsi que les objectifs correspondants de l'Agenda 2063, a été entrepris. Le Forum régional a également servi de plateforme de partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'enseignements tirés des efforts de mise en œuvre des deux agendas. En outre, les participants ont identifié et établi un consensus sur les options politiques et les actions à adopter sous la forme de messages clés et d'une déclaration pour entreprendre des actions en

Les voix du SAHEL

vue d'une reprise accélérée, inclusive et verte après les multiples crises, parallèlement à la mise en œuvre complète des deux agendas.



L'équipe lors de la 9^{ème} session de la réunion régionale africaine sur le développement durable Niamey au Niger. Ici, ils se joignent à d'autres peuples autochtones dans le forum. Cela fait partie de l'autonomisation et de la visibilité, ainsi que du partage d'informations et de la mise en réseau.

Les messages clés et la déclaration serviront également de contribution africaine collective au forum politique de haut niveau sur le développement durable qui s'est tenue tiendra à New York du 10 au 20 juillet 2023 et au sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu lors de la semaine de haut niveau des chefs d'État et de gouvernement en septembre 2023.



Des femmes autochtones du Sahel participant pour la première fois à la réunion régionale africaine sur les Objectifs de développement durable qui s'est tenue à Niamey au Niger, en mars 2023.



Oumou Dicko du Mali fait son intervention

L'AIWO a veillé à ce que l'équipe du Sahel soit impliquée dans différentes activités entreprises par les femmes non seulement au niveau national, mais aussi au niveau régional et international. En effet, c'est là que l'on apprend et que l'on crée de la visibilité. Au niveau du projet, chaque année, en mars, les femmes du monde entier célèbrent la Journée internationale des femmes. C'est un mois très important pour l'histoire des femmes, les femmes célèbrent et apprécient leur statut dans la communauté et à tous les niveaux, les membres d'AIWO y participent pour célébrer et sensibiliser à l'importance de ce mois spécial et donner

aux femmes l'occasion de partager, d'apprendre et de tisser des liens. Les femmes profitent de ce mois pour apprendre au-delà des frontières et se connecter avec leurs partenaires, leurs pays et leurs communautés. Outre les séminaires et les formations, de nombreuses activités ont été organisées dans les domaines de l'environnement et de l'économie. Elles ont même appris à fabriquer des savons et à vendre des produits à base de lait, ce qui les a encouragées à progresser dans leurs activités et à gagner un peu d'argent pour les aider.

Alors que nous achevions le projet, l'un des temps forts de 2023 a été la 28^e Conférence des parties à la CCNUCC, plus connue sous le nom de COP 28, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Organisée aux Émirats arabes unis du 30 novembre au 12 décembre 2023, elle vise à résoudre la crise climatique en s'accordant sur les moyens de limiter la hausse des températures à 1,5 °C et de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050. Plus de 70 000 délégués, dont des États membres, des chefs d'entreprise, des jeunes, des climatologues, des peuples autochtones, des journalistes et divers autres experts et parties prenantes, sont attendus.

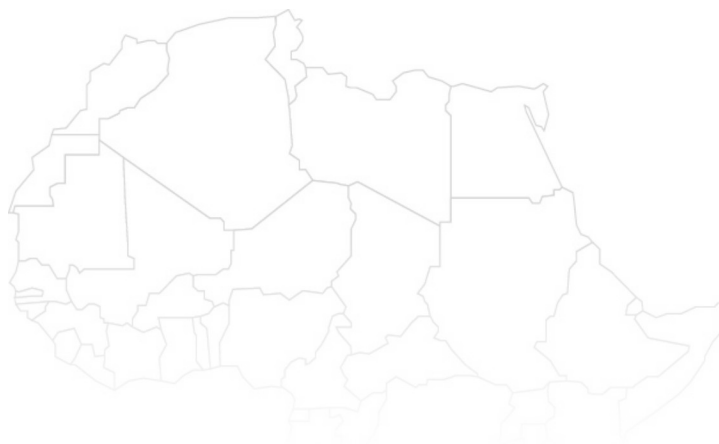
Le deuxième plan de travail triennal de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (LCIPP), a pour mandat d'organiser des réunions annuelles en conjonction avec les sessions de la COP, avec la participation des peuples autochtones et des détenteurs de savoirs autochtones, afin d'élargir et de renforcer l'inclusion des savoirs

traditionnels, des savoirs des peuples autochtones et des systèmes de savoirs locaux dans le traitement et la réponse au changement climatique, conformément aux garanties internationales fondées sur les droits et aux protocoles culturels des peuples autochtones.

Cette activité s'inscrit dans la fonction de connaissance de la LCIPP, qui est de promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques pour appliquer, renforcer, protéger et préserver les connaissances traditionnelles, les connaissances des peuples autochtones et les systèmes de connaissances locaux, ainsi que les technologies, les pratiques et les efforts des communautés locales et des peuples autochtones pour faire face au changement climatique, en tenant compte du consentement libre, préalable et éclairé des détenteurs de ces connaissances, de ces innovations et de ces pratiques.

Les réunions annuelles de la LCIPP rassemblent les détenteurs de connaissances pour partager et promouvoir des actions d'adaptation basées et guidées par la meilleure science disponible, y compris les connaissances traditionnelles, les connaissances des peuples autochtones et les systèmes de connaissances locaux, conformément à l'article 7 de l'Accord de Paris.

Ce fut une opportunité pour le Sahel représenté par Oumou Dicko de participer à la COP 28 du 30 au 06 décembre 2023 à Dubaï en tant que détentrice de savoirs autochtones en Afrique, cette opportunité lui a permis de partager nos savoirs traditionnels, son expérience en tant que jeune autochtone, de participer à des panels et d'être facilitatrice du World Café de la Journée d'information sur la Terre, d'une table dédiée aux savoirs et données autochtones et d'autres activités.



Picturale

Les photographies racontent une histoire. Dans ces pages illustrées, nous présentons différentes activités dans les quatre pays différents dans lesquels nous travaillons.



B
u
r
k
i
n
a

F
a
s
o

Les voix du SAHEL

Différentes activités ont été réalisées lors de la mise en œuvre du projet à Bamako. Cela n'a pas été possible dans les zones rurales en raison du conflit qui a eu un impact négatif sur les communautés autochtones.



M
A
L
I



Au Sénégal, des formations se sont déroulées en milieu rural ce qui était effectivement intéressant pour amener des festivals et en même temps permettant à beaucoup de s'informer et de participer efficacement à tous les ateliers de formations et d'échanges organisés.



S
e
n
e
g
a
l



Partager les connaissances traditionnelles

Les objectifs de la réunion annuelle des détenteurs de connaissances étaient les suivants:

- Élargir et renforcer l'inclusion de divers systèmes de connaissances dans la conception et la mise en œuvre de politiques et d'actions climatiques au sein et en dehors de la convention, grâce à la participation directe des détenteurs de connaissances autochtones et des systèmes de connaissances locaux.
- Construire l'engagement des jeunes, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des communautés autochtones locales à tous les niveaux et dans tous les aspects des politiques et actions climatiques dans le cadre des efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de renforcement de la résilience climatique ;
- faciliter le partage intergénérationnel des connaissances entre les détenteurs de savoirs autochtones et locaux des sept régions socioculturelles des Nations unies.
- Être utile aux Parties, aux organes de l'ONU et aux autres parties prenantes concernées en partageant les bonnes pratiques des communautés locales, ainsi que les pratiques, les points de vue et les droits des peuples autochtones.
- Il s'agit notamment des pratiques de synthèse des connaissances sur le climat qui incluent les connaissances traditionnelles, les connaissances des peuples autochtones et les systèmes de connaissances locaux, en garantissant le consentement préalable, libre et éclairé (CPLE). La réunion annuelle a également été l'occasion de partager les meilleures pratiques et les conseils pour éclairer la politique et l'action en matière de climat.
- La première partie de la réunion a permis aux détenteurs de savoirs de bénéficier d'un partage de connaissances transgénérationnel et transrégional, tandis que la seconde partie de la réunion a servi à partager les meilleures pratiques pour l'inclusion des savoirs autochtones et des systèmes de savoirs locaux dans la lutte contre le changement climatique.

Domaines thématiques

Les thèmes abordés lors de la réunion de cette année étaient l'interconnexion entre l'eau, l'énergie et l'alimentation. Elle a été divisée en 4 tables rondes pour un partage de connaissances intergénérationnel et interrégional entre les détenteurs de savoirs autochtones. Lors de l'événement, les participants ont mis en avant leurs modes de vie traditionnels et durables.

Table ronde 1: *L'eau, source de vie de notre planète*

Questions à débattre: Les peuples autochtones gèrent et gouvernent les ressources en eau depuis des temps immémoriaux, que ce soit dans des endroits où l'eau est abondante ou dans des environnements semi-arides et arides. Pourriez-vous décrire votre relation avec l'eau et donner quelques exemples de pratiques, d'actions concrètes ou de solutions mises en œuvre par vos peuples? Quelles recommandations ou actions concrètes proposez-vous pour relever les défis liés à l'eau et au climat?

Table ronde 2: *Permettre des stratégies de transition énergétique qui combinent les avantages environnementaux, sociaux, économiques et culturels.*

Questions pour la discussion: Pourriez-vous partager des exemples, des bonnes pratiques ou des histoires où vous avez mis en œuvre des projets énergétiques sur vos territoires, en gardant à l'esprit l'importance des bénéfices fonciers, sociaux et culturels? Comment les valeurs autochtones peuvent-elles contribuer à la production et à la distribution éthiques et équitables de l'énergie? Quelles recommandations, actions concrètes et considérations proposez-vous à la communauté mondiale? Les détenteurs de savoirs de chaque région répondent à des questions d'encadrement.

Table ronde 3: *Semences de réciprocité : une approche indigène pour nourrir la terre et les hommes.*

Questions à débattre : Comment les systèmes alimentaires et les pratiques agricoles indigènes favorisent-ils une relation réciproque avec la terre, garantissant le bien-être humain et écologique? Quel rôle les variétés de plantes et les techniques agricoles indigènes jouent-elles dans le renforcement de la résilience face à l'évolution des conditions climatiques?

Round Table 4: *Tisser les fils de la vie : les perspectives des jeunes autochtones sur l'interconnexion entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.*

Sujet de discussion: Quelles pratiques tirez-vous de vos aînés et de votre histoire pour aider votre peuple à relever les défis de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et du changement climatique? Comment votre peuple gère-t-il traditionnellement la relation complexe entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, tout en maintenant l'équilibre sacré qui permet à toutes les formes de vie de prospérer? Pourriez-vous fournir des recommandations ou des pratiques sur les outils que vous avez utilisés pour partager les connaissances de vos aînés? Comment ce processus peut-il être renforcé? Les détenteurs des savoirs de chaque région répondent aux questions de cadrage.

Oumou a rejoint la table ronde 4, son intervention est liée à l'interconnexion entre l'eau, la nourriture et l'énergie, cette opportunité lui a permis de partager ses connaissances traditionnelles.

Q1. Quelles pratiques tirez-vous de vos aînés et de votre histoire pour aider votre peuple à faire face aux défis liés à l'eau, à l'énergie, à l'alimentation et au changement climatique?

Elle nous raconte ce qu'elle a partagé ; dans un passé récent, dans notre communauté d'origine, nous parlions de l'eau et de la nourriture. Cette communauté autochtone du Mali, dans la région de Douentza et la commune de Dallah, est essentiellement une communauté d'agriculteurs et d'éleveurs. À l'époque, les précipitations étaient abondantes, de sorte que le seul lien était entre l'eau et la nourriture.

Par exemple, sans pluie (eau), il n'y aurait pas de récoltes (nourriture). Avec la raréfaction des pluies et donc des eaux de surface, et avec l'avènement des énergies renouvelables (notamment l'énergie solaire), les trois secteurs sont inextricablement liés.

Les trois secteurs sont inextricablement liés et les mesures prises dans l'un d'entre eux peuvent avoir un impact sur l'un ou les deux autres. Par exemple, le manque d'eau affecte la production d'énergie, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, et donc l'alimentation ; le manque d'énergie affecte l'approvisionnement en eau et en nourriture, tandis que sans ressources alimentaires, aucune société ne peut survivre.

Il est clair que l'accès à ces services essentiels est inextricablement lié et qu'il est inefficace de s'attaquer à chaque problème de manière isolée. Nos aînés autochtones jouent un rôle important dans nos vies, en nous aidant à relever les défis du changement climatique auxquels nous sommes confrontés dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation.

L'une des pratiques les plus importantes que nous ont transmises nos aînés est le respect de la nature et la gestion des ressources naturelles. C'est l'une des conditions de notre survie. Voici quelques pratiques traditionnelles qui nous aident à relever les défis climatiques de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation.

L'agriculture: Nous pratiquons la rotation périodique des pâturages, qui nous aide à protéger les terres de la dégradation. Si le pâturage est effectué sur le site A cette année, il est important de le faire sur le site B l'année suivante, non seulement pour permettre à ce dernier de se reposer, mais aussi pour utiliser le fumier du bétail pour la fertilisation du sol et les activités agricoles.

Énergie: la bouse de vache est utilisée comme source d'énergie à la place du bois de chauffage et est donc recyclable.

Gestion de l'eau: l'utilisation de petits barrages pour retenir l'eau, une pratique qui permet non seulement de fournir de l'eau au bétail pendant la période de soudure, mais aussi aux familles et à la survie des espèces aquatiques qui risquent de disparaître si les rivières ou les ruisseaux s'assèchent complètement.

Toutes ces pratiques sont liées à des savoirs ancestraux qui sont aujourd'hui transmis aux jeunes pour les aider à faire face aux effets néfastes du changement climatique.

Q2. Comment votre peuple gère-t-il traditionnellement la relation complexe entre l'eau, l'énergie et la nourriture, tout en maintenant l'équilibre sacré qui permet à toutes les formes de vie de prospérer?

Nos peuples sont conscients que l'interconnexion actuelle de ces trois éléments signifie que l'épuisement d'une ressource peut avoir des répercussions sur les autres, menaçant ainsi notre mode de vie.

Dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation, certaines pratiques ont été mises en œuvre par nos peuples, qui ont su gérer et protéger leurs ressources naturelles.

Eau : utilisation des techniques traditionnelles de collecte et de stockage de l'eau de pluie pour faire face aux périodes de sécheresse.

Énergie : La coupe du bois pour nourrir les animaux ou pour la cuisine et la médecine traditionnelles est très réglementée et donc contrôlée d'une manière traditionnelle qui permet d'éviter le gaspillée.

Agriculture durable : ils utilisent des techniques de culture ancestrales adaptées aux conditions de la communauté, favorisant une utilisation respectueuse des ressources.

Une approche intégrée de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation renforce la résilience des communautés face aux défis du changement climatique. Et l'adaptation à cette interconnexion les pousse à trouver des solutions innovantes pour assurer la durabilité et la prospérité de notre communauté.

La gestion des points d'eau, des barrages, des zones maraîchères, etc. est basée sur le consensus et la participation de la communauté. Le plus important dans tout cela est la cohésion sociale et le vivre ensemble, le tout dans un cadre de développement durable. Ainsi, nos populations gèrent au mieux leur communauté.

Q3. Pourriez-vous fournir des recommandations ou des pratiques sur les outils que vous avez utilisés pour partager les connaissances de vos aînés ? Comment renforcer cet aspect?

Pour partager toutes ces connaissances acquises auprès de nos aînés dans le cadre du changement climatique dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation, nous jeunes, ayant pris conscience de la réalité actuelle des effets néfastes du changement climatique, de la nécessité de préserver notre environnement et ayant acquis certaines connaissances traditionnelles auprès de nos communautés et en plus du renforcement des capacités de certains acteurs dans ces secteurs, avons adopté certaines pratiques pour mieux sensibiliser nos communautés pour une meilleure amélioration de nos conditions de vie et de façon durable, car pour changer nos habitudes, comportements, croyances et convictions cette sensibilisation devra être efficace et inclusive. Ces pratiques comprennent

l'information, l'éducation et la communication (IEC) sur tous les thèmes liés à ces secteurs. Cette sensibilisation se fait de manière inclusive, en tenant compte de la disponibilité de la communauté et du groupe cible à former.

La mobilisation sociale autour de certains thèmes ou projets. Par exemple, en installant des foyers, nous sensibilisons la population à la nécessité et aux avantages de ces travaux, et nous mobilisons la communauté pour les réaliser.

Toutes ces activités de sensibilisation doivent être menées de manière participative/inclusive, en tenant compte des réalités de toutes les parties concernées. Dans certains secteurs, il faut tenir compte de certains outils politiques ou administratifs, ainsi que de certaines réalités traditionnelles et environnementales.

Pour renforcer cet aspect, nous devons:

- Impliquer et mobiliser les jeunes dans toutes les activités de la communauté.
- Impliquer les femmes et les filles dans la vie communautaire, condition essentielle pour une meilleure qualité de vie et de vivre ensemble.
- Adopter une approche participative et inclusive dans toutes les actions menées pour la communauté et par la communauté.
- Cultiver un esprit de cohésion et d'unité au sein de la communauté.

Après le partage des connaissances, nous avons poursuivi notre activité le 02 décembre 2023.

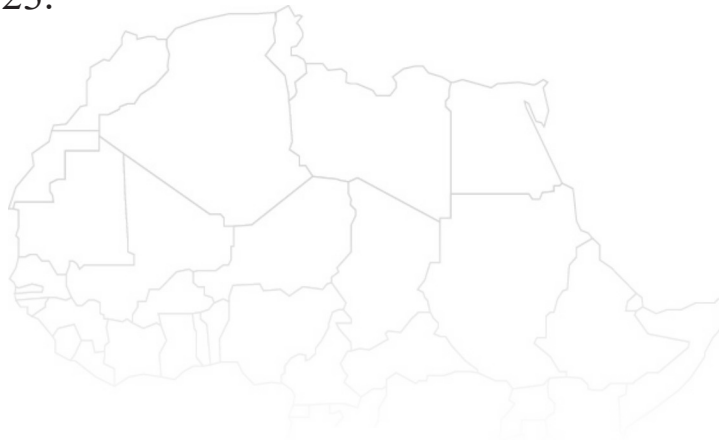


Table ronde sur la jeunesse autochtone

Le deuxième plan de travail triennal de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (LCIPP) qui s'est concentré sur le rôle des jeunes des communautés autochtones et locales.

(LCIPP) qui s'est concentré sur le rôle des jeunes des communautés autochtones et locales, et sur les moyens spécifiques de faire progresser l'engagement des jeunes dans la conception et la mise en œuvre des politiques et actions climatiques à tous les niveaux, y compris le processus de la CCNUCC, comme lors de la COP 28.

Les objectifs de l'activité étaient les suivants:

- Renforcer l'engagement des jeunes des communautés autochtones et locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques climatiques à tous les niveaux ;
- faciliter la participation des jeunes des communautés autochtones et locales au partage des connaissances intergénérationnelles, au renforcement des pratiques sur le terrain et à la promotion de l'équité intergénérationnelle.

Partager les défis et les visions régionales

Les jeunes autochtones et les jeunes des communautés locales sont invités à partager leurs besoins, défis, visions et idées qui pourraient être pris en compte dans leur région pour contribuer aux politiques et actions climatiques au niveau national et international.

C'était l'occasion pour elle de partager les défis, les besoins et les visions de notre communauté en tant que jeune autochtone au cours de cette COP 28.

Défis

1. Sécurité alimentaire

Les saisons des pluies perturbées entraînent de mauvaises récoltes. Les gens dépendent de leurs animaux pour leur subsistance. Sans nourriture ni eau, les animaux s'affaiblissent et perdent de leur valeur, ou pire, meurent, ce qui affecte leurs enfants.

2. L'insécurité

L'intensification des effets du changement climatique a récemment entraîné des changements dans les schémas de migration traditionnels des Fulanis. L'insécurité dans le nord incite un nombre croissant d'éleveurs à migrer vers le Sud et le Centre avec leur bétail.

3. Conflits intracommunautaires et intercommunautaires

Conflits le plus souvent causés par de faibles précipitations, entraînant le déplacement des éleveurs vers les régions méridionales du pays. Ces éleveurs sont toujours en conflit avec les agriculteurs.

4. Déforestation

L'abattage des arbres est également à l'origine de la sécheresse au Mali et affecte les jeunes autochtones. Bien évidemment, ces dernières années ont été marquées par une hausse de températures, des saisons des pluies moins prévisibles et une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses.

5. Le manque d'éducation

Face au changement climatique, certaines écoles sont fermées dans de nombreuses communautés en raison de la crise et des travaux domestiques, de l'approvisionnement en eau, de la vente de produits, etc.

6. Migration

L'intensification des effets du changement climatique a récemment entraîné des changements dans les schémas de migration traditionnels des Fulanis. L'insécurité dans le Nord incite un nombre croissant d'éleveurs à migrer vers le Sud et le Centre avec leur bétail.

Les besoins

- Promotion d'activités génératrices de revenus et d'associations d'entraide pour les jeunes.
- Promotion de variétés améliorées des principales cultures vivrières adaptées aux conditions climatiques (mil, sorgho, maïs et riz) pour notre bien-être.
- Météorologie pour améliorer la production agricole et contribuer à la sécurité alimentaire.

- Mise en valeur des bas-fonds
- Installation de forages équipés de pompes solaires ou éoliennes.
- Sensibilisation et organisation des communautés locales pour la préservation des ressources naturelles (développement d'accords locaux en faveur du reboisement et l'agroforesterie).
- Mise en place d'un système d'information sur les risques sanitaires liés au changement climatique.
- Impliquer les jeunes dans toutes les décisions relatives au changement climatique à tous les niveaux.
- Encourager le partage des connaissances entre les générations et les traditions.
- Recherche sur l'impact du changement climatique et de la perte de biodiversité au niveau communautaire.
- Renforcement des capacités/bourses d'études pour les jeunes autochtones.
- Implication des membres de la communauté dans la recherche sur le changement climatique et la perte de biodiversité.
- Soutien à la facilitation de la recherche sur le changement climatique et la perte de biodiversité
- Appui à la facilitation du partage intergénérationnel des connaissances pour les jeunes autochtones.
- Impliquer et mobiliser les jeunes dans toutes les activités communautaires.
- Impliquer les femmes et les filles autochtones dans la vie communautaire, condition essentielle pour une meilleure qualité de vie et une meilleure façon de vivre ensemble.

Vision

- Voir tous les jeunes autochtones impliqués à tous les niveaux.
- Retour à la paix, à la cohésion sociale et au vivre ensemble.
- Retour de tous les enfants à l'école.
- Reconnaissance de nos droits par le gouvernement.
- Financement d'un projet pour les jeunes autochtones.

Travail de groupe régional

Suite à la table ronde des jeunes autochtones, des sous-groupes ont été formés dans chaque région pour répondre aux questions suivantes:

Afin de trouver des solutions, quelles sont vos recommandations vis-à-vis les questions suivantes?

1. Comment renforcer le leadership des jeunes en provenance des communautés autochtones et locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques climatiques à tous les niveaux?
2. Quels processus/mécanismes peuvent être soutenus (ou créés) pour un engagement durable et l'inclusion des solutions des jeunes issus des communautés autochtones et locales dans les domaines du travail de la CCNUCC?
3. Comment le FGAS peut-il renforcer l'engagement des jeunes issus des communautés autochtones et locales dans les activités de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones?

Nos contributions à cette section en tant que table ronde régionale de la jeunesse (Afrique) ont été les suivantes:

1.
 - Renforcement des capacités.
 - Renforcement des capacités.
 - Inclusivité.
 - Meilleure organisation.
 - Reconnaissance.
 - Comblar les lacunes des jeunes autochtones dans les processus climatiques.
 - Engagement stratégique avec les décideurs politiques et les institutions travaillant sur le changement climatique.
 - Encourager les jeunes à pratiquer l'échange intergénérationnel des connaissances traditionnelles (retour aux sources).
 - Changement de mentalité (réorientation).
 - Mentorat et bourses.
2.
 - Disposer d'un espace permettant aux jeunes de partager leurs réactions et leurs connaissances (caucus mondial de la jeunesse autochtone, liens avec des organismes spécifiques de renforcement des capacités et d'autonomisation).

- Financement pour renforcer la participation et les capacités des jeunes en matière de leadership et de plaidoyer.
- Accès à l'information.
- Création de systèmes favorisant l'accès à la communication.
- Financement indépendant pour les jeunes autochtones (financement flexible pour les initiatives menées par les jeunes autochtones).
- Participation des jeunes autochtones à tous les niveaux de l'élaboration des politiques.

3.

- Disposer d'un centre régional pour les formations, les engagements et la mise en réseau.
- Soutenir la création de liens dans les dialogues avec les décideurs politiques.
- Avoir des représentants des jeunes au sein du GTF (assurer la représentation des voix des jeunes au sein du GTF).
- Établir un cadre de contrôle pour suivre les progrès des engagements des jeunes.
- Disposer de notre propre soutien pour la participation au travail du LCIPP.
- Soutien au partage d'études de cas, d'histoires.



Afrique Photo de groupe autochtone.

Participation à des panels:

Au cours de cette CdP, elle a eu l'occasion de s'exprimer lors de divers événements parallèles, tels que le partage des expériences des jeunes autochtones:

Panel 1

Concept: Le Forum international de la jeunesse autochtone sur le changement climatique (IYFCC) est la principale plateforme d'articulation de la jeunesse autochtone auprès de la CCNUCC. Nous promouvons la durabilité environnementale à travers des solutions innovantes basées sur nos connaissances traditionnelles, la préservation de la diversité culturelle et des langues.

1. Partagez votre expérience en tant que jeune autochtone dans les espaces de la CCNUCC et de la COP.
2. Pourquoi un espace pour les jeunes autochtones est-il nécessaire auprès de la CCNUCC?

Ma contribution à cette partie a été la suivante.

La CCNUCC est une grande opportunité pour moi en tant que jeune autochtone parce que nous sommes au premier plan, venant d'Afrique, et que nos cas sont uniques. En partageant mes expériences, les défis auxquels nous sommes confrontés en tant que jeunes, cela m'aidera à apporter des solutions (changement).

Les jeunes autochtones se réunissent lors de la CCNUCC pour exprimer leur besoin d'avoir plus d'opportunités de collaborer avec leurs gouvernements locaux, régionaux et nationaux sur le développement et la mise en œuvre de la politique climatique.

En outre, nous avons souligné que des possibilités de formation et de renforcement des capacités sont nécessaires pour permettre aux jeunes autochtones de comprendre les politiques climatiques et la manière dont elles nous affectent.

Il est également nécessaire de réformer les systèmes éducatifs afin que les impacts et les solutions liés au changement climatique soient davantage pris en compte.

Nous avons également demandé des opportunités d'emploi dans nos communautés d'origine qui nous permettent de rester sur nos terres et d'utiliser nos langues.

De cette manière, nous pourrions participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique climatique au niveau local, là où une grande partie de l'action cruciale pour préserver les ressources naturelles et s'adapter au changement climatique doit être menée.



Panel 2: Les jeunes autochtones participent à la restauration des écosystèmes en se concentrant sur leurs terres: Une maison pour le lendemain.

Les interventions ont porté sur la collaboration entre les jeunes, les âgés et les femmes autochtones dans le cadre d'une action collective pour la gestion et la restauration des écosystèmes.

Les jeunes autochtones jouent un rôle important dans la restauration des écosystèmes et de leurs terres, car ils font entendre leur voix dans le cadre de multiples activités de préservation de l'environnement et de conservation de la biodiversité.

Leadership; ils peuvent devenir des leaders dans la mise en œuvre ou la planification de projets qui contribueront à la restauration des écosystèmes et à la gestion de l'environnement, tout en inculquant aux ancêtres et aux femmes de l'ensemble de la communauté.

Participation communautaire; Les jeunes peuvent planifier des activités pour arrêter la pollution, réduire et traiter les déchets, prendre des mesures pour planter des arbres ou d'autres plantations agro-forestières, prendre des mesures pour améliorer le sol et le gérer de manière durable afin d'avoir une terre saine, un environnement aquatique sûr et un environnement marin abondant.

Les jeunes autochtones peuvent collaborer avec des scientifiques, des chercheurs et d'autres parties prenantes dans les projets de restauration des écosystèmes; ils peuvent apporter leurs connaissances et pratiques traditionnelles pour collaborer avec les approches scientifiques modernes en vue d'atteindre l'objectif commun de restauration de l'écosystème.

Plaidoyer et sensibilisation: Les jeunes autochtones peuvent utiliser leur voix pour défendre leurs terres et sensibiliser aux questions environnementales. Ils peuvent travailler avec leurs communautés pour plaider en faveur de pratiques durables d'utilisation des terres et pour sensibiliser quant à l'importance de restaurer les systèmes endommagés.

Les jeunes autochtones ont un rôle important à jouer dans la restauration de l'écosystème de leurs terres. Ils détiennent la clé de la préservation des traditions, de la culture et du patrimoine culturel de leurs communautés tout en défendant la protection et la restauration de leurs terres.

Par conséquent, les jeunes peuvent participer de manière efficace aux projets et programmes de préservation, en aidant à protéger la biodiversité, la flore et la faune et les espèces menacées d'extinction, ce qui contribuera à construire un avenir meilleur.

Panel 3 : Café mondial de la Journée d'information sur la terre:

Elle a eu l'occasion de modérer, avec un expert, le World Café de la Journée d'information sur la terre, qui comprend une table consacrée aux connaissances et aux données autochtones.

Thème de discussion: *Connaissances et données autochtones. Objectif de la discussion.*

Notre conversation visait à reconnaître et à promouvoir l'engagement des systèmes de connaissances et des données autochtones dans l'effort collectif de lutte contre le changement climatique. Leurs modes de vie, profondément liés à leur environnement, offrent des perspectives inestimables sur les changements climatiques et écologiques.

En explorant ces questions, nous espérons découvrir des moyens de combler le fossé entre les connaissances et les données autochtones et les autres recherches et observations systématiques existantes, afin d'améliorer notre approche collective de la gestion de l'environnement, de la recherche et des observations systématiques.

Questions directrices

1) Identifier les lacunes; Quelles sont les lacunes actuelles dans l'intégration des connaissances et des données autochtones dans la recherche générale et la politique climatique?

La recherche et les observations systématiques, avec les moyens actuels de la recherche et de l'observation systématiques, ne peuvent pas être considérées comme un moyen d'intégrer les connaissances et les données autochtones dans la recherche et la politique climatique générales.

La recherche et les observations systématiques, avec la méthodologie prédominante actuelle, principalement axée sur les preuves quantitatives scientifiques, techniques et socio-économiques évaluées par les pairs. Il existe une énorme lacune dans la prise en compte des connaissances et des données des peuples autochtones.

Les peuples autochtones sont souvent présentés comme un groupe homogène, sans que l'on reconnaisse leur diversité et leurs visions du monde distinctes. Cette généralisation ne tient pas compte du rôle que jouent les différents sexes, âges et identités intersectionnelles au sein des communautés autochtones dans la transmission des connaissances.

Il y a un malentendu sur ce qu'est le savoir autochtone et une incapacité à discuter des cadres respectueux de coproduction du savoir. La quasi-absence d'universitaires

dans le sixième rapport d'évaluation du GIEC ne fait qu'exacerber ce problème. Le savoir autochtone, avec sa nature géographique et ses cadres culturels, est souvent considéré comme inférieur à la science non autochtone.

Le discours dominant sur le changement climatique se concentre souvent sur les stratégies d'adaptation et la vulnérabilité des communautés autochtones, négligeant les stratégies d'atténuation qu'elles mènent. Ce discours décentre les espoirs des peuples autochtones pour l'avenir et néglige leur rôle moteur dans les efforts d'atténuation du changement climatique.

2) Renforcer l'engagement; De quelle manière la participation des peuples autochtones à la recherche et à l'observation des politiques climatiques peut-elle être renforcée à tous les niveaux?

Cadres politiques et de recherche inclusifs : élaborer et mettre en œuvre des cadres politiques et de recherche qui intègrent les systèmes de connaissances et les données autochtones. Il s'agit de reconnaître la validité et l'importance des savoirs autochtones au même titre que les méthodes scientifiques occidentales.

Processus participatifs : Veiller à ce que les peuples autochtones détenteurs de savoirs participent activement à toutes les étapes de l'élaboration de la politique climatique, de la définition initiale du champ d'application à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques climatiques.

Respecter la diversité culturelle : Reconnaître et respecter la diversité des peuples autochtones et de leurs systèmes de connaissances.

Renforcement des capacités d'engagement : créer des possibilités de renforcement des capacités, notamment par l'intermédiaire de plateformes telles que la plateforme des communautés locales et des populations autochtones, afin d'améliorer l'engagement des communautés autochtones, en tenant compte notamment des questions de parité hommes-femmes.

Production collaborative de connaissances : Favoriser des environnements propices à la production collaborative de connaissances, où les chercheurs autochtones et non autochtones peuvent co-crée des connaissances dans le respect et l'équité.

3) Intégrer divers systèmes de connaissances dans la recherche et les observations : Quels sont les moyens spécifiques et efficaces d'impliquer de manière éthique et équitable les populations autochtones dans la recherche et les observations systématiques, compte tenu de leur lien profond avec la nature et de leur expérience directe du changement climatique?

Co-crée des programmes de recherche : impliquer des méthodologies de recherche sensibles aux pratiques culturelles et aux visions du monde des populations autochtones. Il peut s'agir d'intégrer les connaissances écologiques traditionnelles aux méthodes scientifiques.

Consentement et participation des communautés : veiller à ce que les projets de recherche obtiennent le consentement préalable, libre et éclairé

des communautés autochtones et qu'ils les impliquent de manière active dans le processus de recherche.

Échange réciproque de connaissances : faciliter les échanges réciproques de connaissances où les chercheurs autochtones et non autochtones apprennent les uns des autres, en respectant la valeur des différents systèmes de connaissances.

Partenariats à long terme : Développer des partenariats à long terme avec les communautés autochtones plutôt que des engagements à court terme basés sur des projets, afin d'instaurer la confiance et d'assurer une collaboration durable.

Reconnaissance et citation : reconnaître et citer de manière appropriée les contributions des savoirs autochtones et des membres des communautés dans les résultats de la recherche.



Écouter attentivement et se soutenir mutuellement. La délégation d'Afrique soutenue par l'organisation partenaire d'AIWO.

Résumé des réponses des participants.

Investir dans la documentation et la reconnaissance.

- Donner la priorité et soutenir la documentation systématique des savoirs autochtones, en se concentrant particulièrement sur les pratiques liées à l'adaptation au climat.
- Reconnaître la valeur et l'efficacité des savoirs autochtones dans l'action climatique, en soulignant leur importance dans l'élaboration des politiques, des stratégies et des contributions déterminées au niveau national (CDN).
- Reconnaître la diversité des savoirs autochtones et leur nature adaptative et résiliente, comprendre qu'ils ne sont pas statiques mais évoluent avec le temps.

Promouvoir un engagement et une collaboration inclusifs.

- Impliquer activement les peuples autochtones à tous les stades de la recherche, de l'élaboration des politiques et des processus décisionnels liés au changement climatique.
- Établir des partenariats et des collaborations à long terme entre les chercheurs, les gouvernements et les communautés autochtones afin de combler les lacunes, d'instaurer la confiance et de garantir l'intégration efficace de divers systèmes de connaissances.

S'attaquer aux barrières linguistiques et à la sensibilité culturelle.

- Investir dans des mécanismes de traduction efficaces pour faciliter la communication entre les communautés autochtones et les communautés scientifiques et politiques au sens large.
- Développer et mettre en œuvre des méthodologies de recherche sensibles à la culture, en veillant à ce que l'engagement respecte et s'aligne sur les diverses perspectives culturelles.
- Donner la priorité au financement et aux ressources pour le renforcement des capacités afin d'améliorer les compétences en matière de communication et la compréhension culturelle entre les différents systèmes de connaissances.

En mettant en œuvre ces stratégies, les efforts de recherche et d'observation peuvent mieux respecter et intégrer les perspectives uniques, les expériences et les systèmes de valeurs des populations autochtones, ce qui conduit à des approches plus compréhensives et plus efficaces.

Travaillons ensemble pour identifier des mesures réalisables et des approches innovantes afin d'intégrer les connaissances et les données autochtones dans notre compréhension globale et la protection de la Mère Nature.



Abbreviations

AFPAT	Association of Indigenous Peul Women and Peoples of Chad
A.S.V.R	Action pour la Soutien pour la victims de rebellions
A.F.D.S	Associations Femmes Pour la Dignite de Sahel
AF2N	Association Feminine Noddo Notto
BpfA	Beijing Platform for Action
CRC	Convention on the Rights of the Child
CSW	Commission on the Status of Women
ECCAS	Economic Community of Central Africa States
DRC	Democratic Republic of Congo
EAC	East African Community
ECOWAS	Economic Community of West Africa States
FAO	Food and Agricultural Organisation
FGM	Female Genital Mutilation
FPIC	Free, Prior and Informed Consent
FPP	Forest Peoples Programme
GBV	Gender Based Violence
HIV/AIDS	Human immune virus/ Acquired Immune Deficiency Syndrome
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IWGIA	International Work Group on Indigenous Affairs
IIWF/FIMI	International Indigenous Women Forum/Foro Internacional de Mujeres Indigenes

ILO	International Labour Organization
IPMG	Indigenous Peoples Major Group
IPV	Intimate Partner Violence
IWIW	International Strategy Workshop on Indigenous Women's Rights, Land and Resources
REDD+	Reducing Emission from Deforestation and forest Degradation
SADC	Southern Africa Development Community
SDGS	Sustainable Development Goals
UN	United Nations
UNDP	United Nations Development Programme
UNESCO	United Nation Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nation International Children's Emergency Fund
UNFPA	United Nations Population Fund
UNODC	The United Nations Office on Drugs and Crime
UNSCR	United Nation Security Council Resolution
WHO	World Health Organization
COP	Conference of Parties



Introduction and Acknowledgement

This report is a milestone of what we have been able to achieve while implementing this project which had a main objective of **Building and Enhancing the Capacity of Rural Indigenous Women on Women's Rights, Economic and Environmental Justice in Francophone West Africa with a focus on the Sahel**. For African Indigenous Women's Organization, this was a perfect timing and great opportunity to have the voices of the women from that region who have been in the dark shadows of development for a long time.



Lucy Mulenkei, **AIWO**

I would like to acknowledge the financial and great support provided by the Foundation of a Just Society (FJS). Your great support cannot be explained. It was a gift from **a hidden treasure in the desert that fitted very well and lifted both the heart and the lives of many communities that were impacted by the work that we undertook**. The dedicated activities the women undertook left a mark of hope and desire to go on. We will be here and ready for the second journey which we are looking forward to take together. To all the women, youth, elders and other partners and AIWO members from other regions who worked with us and brought in extra energy we say thank you. We cannot thank you individually but collectively we say **Shukran/Merci beaucoup**.

Traditions and Cultures have dominated their lives making them isolated to a world of gray harsh environment which to them is normal because they do not know any other alternative. These women from the Sahel are part of many Indigenous Women from Africa who suffer from marginalization and discrimination because of gender inequality and negative cultures, traditions, economies and discrimination that contribute to none recognition. The report will focus on Indigenous Women from Mali, Senegal, Niger and Burkina Faso.

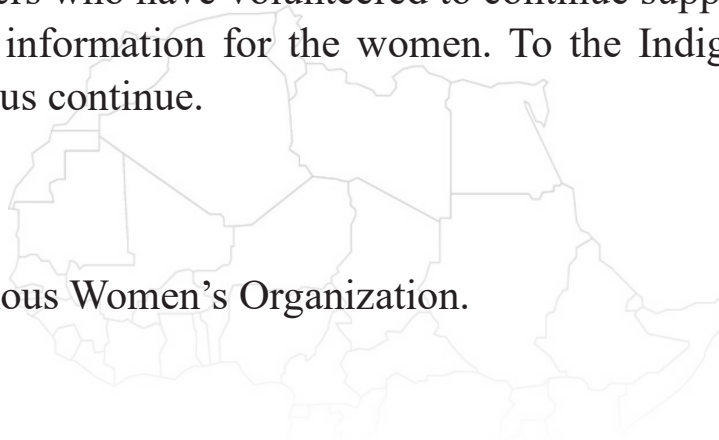
These women come from the Nomadic Pastoralists communities who are Fulani, Tuareg and other agro-pastoralists who have adopted small scale agriculture as alternative livelihoods due to impacts of climate change and displacement from their own countries and communities. This report covered all activities exclusively as we compiled a lot of information and many of them have written reports of their own.

The Pictorials we have tell a story of how far we went, and yet we still have more to share. But above all we are very happy that for the last two years there was so much empowerment for these women and had wished it was four years ago. African Indigenous Women's Organization (AIWO) remain thankful to the Foundation for a just Society (FJS) for funding these many activities, opening doors and windows for our indigenous women and youth in the Sahel. With a blessed heart the fund has brought a visibility and given the motivation set to us as AIWO to work with a human rights approach bringing recognition of their rights and helping the women and girls bring share, link and learn on different development agendas with a main focus on Women's and human rights, Environmental Justice, (Climate Change and Biodiversity traditional Knowledge taking key focus, economic empowerment, sexual reproductive help and indeed allowing the women to innovate and share.

This is real progress for African Indigenous Women and Girls. We are on the move continuing to engage. This journey that started in 2022 to 2023 is a journey that we want to continue with and we are looking forward to advancing the collaboration. We thank the FJS and all the partners and other stakeholders who have volunteered to continue supporting, guiding and translating information for the women. To the Indigenous Women keep up and let us continue.

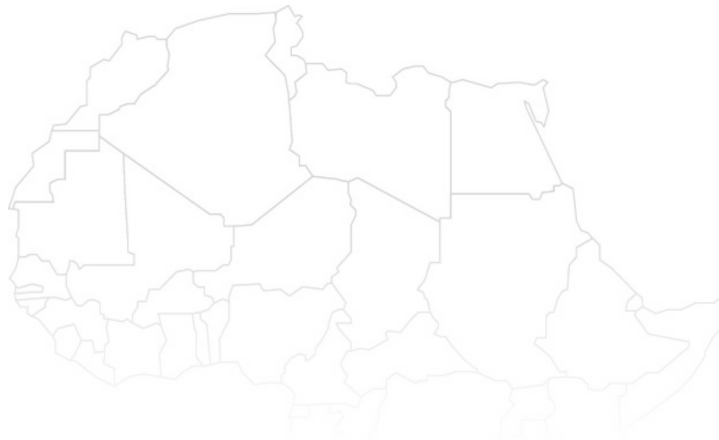
Lucy Mulenkei

African Indigenous Women's Organization.



The Sahel; background

The Sahel is a region defined as the eco-climatic and biogeographic realm of transition between the Sahara to the north and the Sudanian savanna to the south. Having a hot semi-arid climate, it stretches across the south-central latitudes of Northern Africa between the Atlantic Ocean and the Red Sea. The Sahel spans 5,900 km (3,670 mi) from the Atlantic Ocean in the west to the Red Sea in the east, in a belt that varies from several hundred to a thousand kilometers (c. 600 miles) in width, covering an area of 3,053,200 square kilometers (1,178,850 sq. mi). It is a transitional ecoregion of semi-arid grasslands, savannas, steppes, and thorn shrublands lying between the wooded Sudanian savanna to the south and the Sahara to the north. The topography of the Sahel is mainly flat; most of the region lies between 200 and 400 meters (660 and 1,310 ft) in elevation. Several isolated plateaus and mountain ranges rise from the Sahel, but are designated as separate ecoregions because their flora and fauna are distinct from the surrounding lowlands. Annual rainfall varies from around 100–200 mm (4–8 in) in the north of the Sahel to around 700–1,000 mm (28–39 in) in the south.



Our countries of focus

Senegal, Mali, Niger and Burkina Faso

These countries are a home to many indigenous communities and women groups who are very ambitious and have a robust indigenous social, cultural and economic set up. The African Indigenous Women Organization (AIWO) has made tremendous effort in reaching out to the womens' organizations at various levels to create awareness and enhance their capacity on different development aspects. This will help change their lives, appreciate who they are and be aware of their rights and how they can economically empower themselves and their community at large among many other tasks.



The Sahel meeting AIWO board and members for the first time in Nairobi

AIWO undertook with the women different activities, trainings, workshops, conferences and seminars participation in different forums at the local, national, regional and international levels to open their minds and understand who they are and appreciate their roles in the community and country. First step was to introduce them to webinars and at the same time invite their leaders to a meeting with AIWO board to understand how Indigenous Peoples and Indigenous Women work and advocate for their rights as a People and as women and girls. Then we let them go and reorganize themselves and start activities.

We covered the different development agendas, Environmental Justice, Economic Empowerment, Women's, girls and human rights, Reproductive health rights with gender based violence taking center stage, CEDAW process where we introduced them to contribute in building up on Recommendation 39 on Violence against Indigenous women.

In **Niger** for example, which is one of the countries in the Sahel French West African region. The Indigenous Peoples of Niger are transhumant nomadic pastoral Fulani, Tuareg, Toubous and Boudouma. When we started working there with the women, they were controlled and did not want to come out in the open. After a series of meetings, exchange discussions and participation in different forums, life started changing. It was very clear that the women needed to have their own structures so that they can manage their own lives and make their own decisions. They have now organized themselves to come under one umbrella group referred to as Association Feminine Noddo Nott (AF2N). Their thematic areas included; the right to self-determination, food and nutritional Security, land security (especially pastoral), water supply, animal health, gender and climate change. The women have attended many activities joining the other women globally to celebrate and learn about activities which helps them tell their stories, know and understand how to tackle some of the challenges such as gender based Violence and the 16 days of activism against violence and sexual abuse. They have become visible and their voices are amplified.

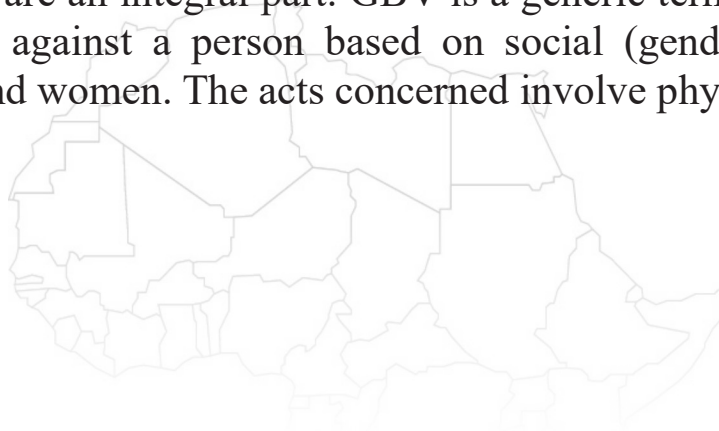


Voices from the SAHEL

Gender-based violence (GBV) has been recognized for decades as a phenomenon that reflects the historically unequal power relations between men and women, resulting in domination and discrimination often exercised by the former over the latter. This violence particularly hinders the advancement of women and infringes on their fundamental freedoms. It partially or totally prevents women and girls who are victims of this violence and who are not sufficiently protected from enjoying their rights. As soon as they learnt they could be facilitated for their activities, they organized a training session for Indigenous Women which they held at the Oumarou Ganda cultural center on gender-based violence. The training brought together women from the regions of Niamey, Maradi (Guidan Roumdji) and Tillabéry (Qbala). The objective of this training was to exchange with the women in order to identify the different forms of gender-based violence and to understand the prevention mechanisms. In most of the trainings they began with introductions of the participants, followed by the highlights of the training agendas that they had for the day, followed by welcome notes, which were made clear to the participants to ensure the expectations of the meetings.

Defining basic concepts of Gender Based Violence

Over the past three decades, issues of women's advancement and gender inequality have gained much prominence in development fora. Several regional and global conferences have been organized with the aim of reshaping the vision of women's living conditions, power relations between men and women and the equitable respect of human rights of which women's rights are an integral part. GBV is a generic term for a harmful act perpetrated against a person based on social (gender) differences between men and women. The acts concerned involve physical, sexual or mental abuse.

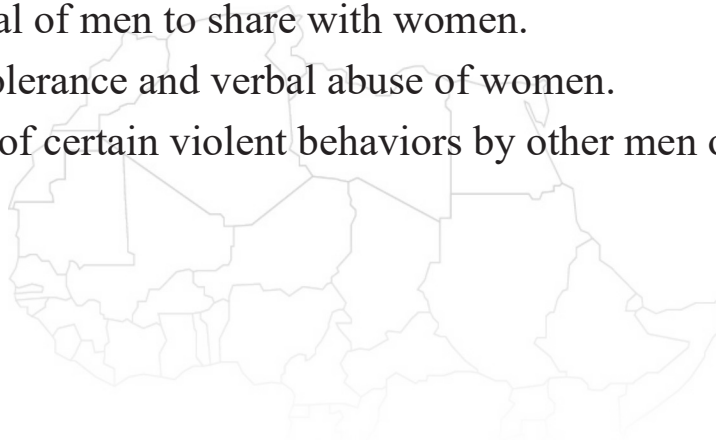


Root Causes of gender-based violence

Root Causes	Risk Factors
Imbalance of powers	Behaviour, alcohol, drug, boredom, retaliation
Gender inequality	Structural, camp organisation, access to services
Disregard for human rights	Systems, impunity, representation, participation

For these indigenous women, the causes of GBV are related to:

- Breakdown of trust and love between the two parties.
- Disobedience of the wife to the husband's guidelines.
- The husband's ignorance and lack of knowledge of the wife's rights.
- Lack of effective communication between the couple.
- The lack of respect for the value of women.
- The promotion of the rights of the man to the detriment of the rights of the woman.
- Lack of kindness from the man.
- Poverty and lack of Mercy on Women.
- The refusal of men to share with women.
- Lack of tolerance and verbal abuse of women.
- Imitation of certain violent behaviors by other men on their wives.



Consequences of GBV

Health consequences may include: physical harm (HIV/AIDS), STDs, unwanted pregnancies, unsafe abortion, risk of fistula or death.

Psychological consequences include: depression, fear, self-blame, anxiety, mental disorders and other suicidal thoughts or actions.

Social-economic consequences include:

- Social stigma and victim blaming.
- Stigmatization.
- Regrets.
- Isolation.
- Poverty and risks of revitalization.
- Family isolation.

In order to better assess the participants' perception of GBV in their respective contexts, group exercises (4) allowed the women to express themselves without taboos and to talk about their personal experiences.



Discussing violence against Indigenous Women and girls was key in the trainings and they made sure it was mainstreamed in all the work done.

Consequences of GBV in Tillabéry Maradi and Niamey regions

Participants went into groups to ensure full and effective participation.

Group 1

- Violence against women in the form of sectarianism.
- Rape of young Fulani girls.
- Cloistering of abused women.
- School drop-out of young girls for early marriages.
- Divorce of women; young mothers (1 to 2 children).
- Total abandonment of family responsibilities to women.
- Monopolization of the wife's property by the husband.

Group 2

- Forced marriage on young girls.
- Insults and dishonoring of women in the public space.
- The influence of men on the discontinuation of women's work.
- Women's exposure to difficult social choices.
- Lack of dialogue between father and daughter.
- Marginalization of women who gives birth to girls.

Group 3

- Insults and bashing of women.
- Harassment of women workers in offices.
- Rape of young girls by older men.
- Increased incest (father raping his underage daughter).
- Forced marriage of young girls.

Group 4

- Physical violence against women.
- The lack of a woman's right to speak in the household.
- Early and forced marriage of young girls.
- Acquisition of the woman's property by the man (land).
- Young girls' prostitution.

Identification of solutions

According to the United Nations Declaration on the Elimination of Gender Based Violence (1993); *‘Violence against women is a manifestation of historically unequal power relations between men and women, which have led to a situation where men dominate women, discriminate against them and prevent them from achieving their full potential’*

Girls are at greater risk than boys of infanticide, sexual violence and forced prostitution. They are also at risk because, within their families and communities, their power and status are lowest, as is their degree of control over their own bodies and resources. Girls, as well as women, are in a position of relative powerlessness vis-à-vis boys and men.

The fruitful exchanges that took place during this training allowed the participants to identify immediate solutions to GBV. In particular:

1. Knowledge of avenues of appeal.
2. Valuing women.
3. Cultivating the strength to say no in the face of violence.
4. Denouncing any case of abuse.
5. Monitoring young people’s dating patterns to prevent violence.
6. Banishing social prejudices that hinder women’s development.
7. Taking into account women’s opinions.

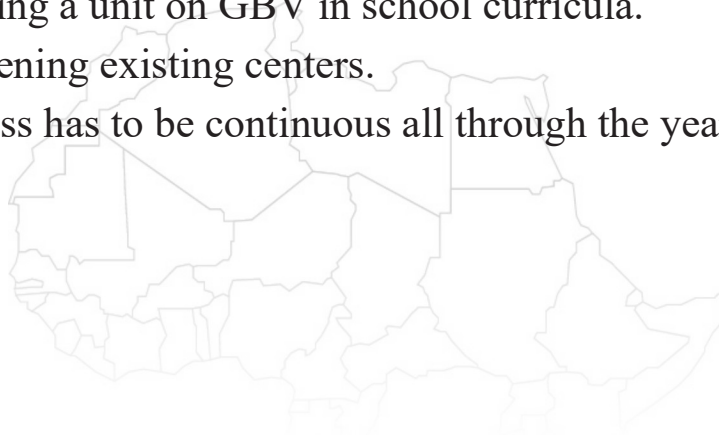
Recommendations

1. The granting of cattle fodder.
2. Support for off-season cultivation.
3. Processing of ointment and body perfume.
4. Support in sewing and knitting.
5. Setting up a cereal bank (cattle feed).
6. Milk processing and sales.
7. Acquisition of grain mills.
8. Opening a shop to sell jewellery.
9. Sale of various basic necessities.

Niger

In Niger, there is a persistence of gender-based violence, as shown by several studies. Women and girls are therefore more likely to be victims of gender-based violence in Niger. The same case applies to Burkina Faso, Mali and Senegal. In all the four countries, the management of GBV cases is important and can be done through psychological, medical and legal assistance, socio-economic reintegration and the creation of an immediate referral system for victims. It is about:

- Providing free care to survivors.
- Facilitating access to competent services.
- Providing free legal and judicial assistance.
- Ensuring the protection of survivors.
- Creating new holistic care centers for GBV survivors.
- Developing income-generating activities (IGA) for victims.
- Organizing training sessions to strengthen the capacities of GBV stakeholders.
- Ensuring the promotion of human rights and gender equality.
- Strengthening the capacities of actors, including local authorities who are responsible for protecting vulnerable people.
- Strengthening the capacities of organizations involved in the fight against GBV.
- Strengthening reception and care centers for survivors.
- Training all relevant actors (social workers, judges, NGOs, leaders, etc.)
- Developing a unit on GBV in school curricula.
- Strengthening existing centers.
- Awareness has to be continuous all through the year and all levels.



Burkina Faso

Burkina Faso is another country in Sahel that is also a home to indigenous peoples and indigenous organizations. One of the organizations that has been highly active in the recent years in Dori, Burkina-Faso is called **Association femmes pour la dignité du Sahel (AFDS)**. AFDS works in synergy with other organizations such as ‘la Corporation régionale des femmes de l’Association Jeunesse pour le Développement du Sahel AJDS/CRF’ and other like-minded organizations because of similar ambitions and undertakings they share in common.

What AFDS does: Working towards the full development of women in the Sahel region.

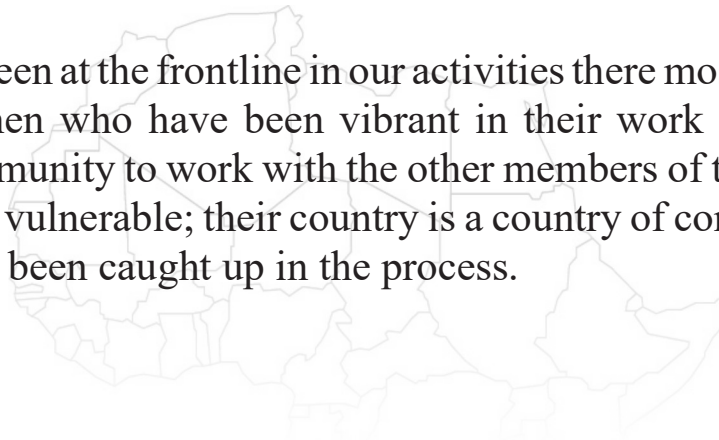
The objectives of the AFDS

- Promoting women’s leadership and community involvement.
- Working towards the economic empowerment of women.
- Combating gender-based violence.
- Working on girls’ education.
- To place women as key players in the peace-building process in Burkina Faso.

Its targets

1. Indigenous Peoples of the Sahel region.
2. Women and Girls.
3. Internally displaced people.

The group has been at the frontline in our activities there most of the leaders are young women who have been vibrant in their work and have gone back to the community to work with the other members of the community. They have been vulnerable; their country is a country of conflict and many times they have been caught up in the process.





Association femmes pour la dignité du Sahel (AFDS) activities for women and girls.

Involvement of Young Indigenous Women in Activism. The young activists summit took place on 16th November 2023 in Geneva, Switzerland where a group of five individuals were recognized for advancing peace in their communities and living in harmony with nature.

Mali

Mali is home to Indigenous communities. Tuareg, Moor, Songhay and Fulani are the main communities inhabiting the vast northern area that represents two-thirds of Mali. It is a country which has also been hit by conflict and therefore was very difficult to access for almost a year and doing work remotely is never the best but however we managed to establish contacts and look forward to enhancing work there which has picked very well so far. ‘Action pour le soutien des victimes des rebellions’ which translates into Action to support victims of Rebellions, was created in the Republic of Mali according to the texts in Vigor as an apolitical, non-denominational and non-profit association. The headquarters of the Action for the Support of Victims of Rebellion is in Bamako. But it can be transferred to any other place in the Republic of Mali by decision of the general assembly convened for this purpose.



Capacity building workshop for women in Mali on economic empowerment.

The general objective of the action for the support of victims of rebellions is to contribute to the improvement of the living conditions of people who are victims of rebellions. Given that women in general are the pillars of communities and play an essential role in the preservation and transmission of traditional knowledge, customs and traditions, guardians of traditions, breadwinners of the family in some communities and in rural areas, women are often victims of discrimination and violence. It is with this in mind that Action pour le Soutien des Victimes des Rébellions (ASVR), whose mission is to equip women to effectively take up the emerging challenges, organized a meeting for the appropriation and popularization of the Declaration on Indigenous Peoples in partnership with the Organization of Indigenous Women in Africa.

The specific objectives of the Action pour le Soutien des Victimes des Rébellions are:

- To initiate and support all actions aimed at improving the living conditions of vulnerable people.
- Defending human rights and the interests of victims of social conflicts.
- Defending the principles of justice and equity.
- Relief and assistance to victims.

To achieve these objectives, the action in support of the victims of the rebellions has adopted the following means of action:

- Initiating and organizing training for its members through seminars and workshops.
- Promoting economic and socio-cultural policies.
- Developing specific programmes for victims of conflict in order to create income-generating activities.
- The organization of exchanges of experience with national, sub-regional and international organizations pursuing the same objectives
- Initiating lobbying and advocacy actions for assistance to vulnerable people.

They have been able to help in bringing the indigenous women together and also participated in both Nairobi and Chad meetings. The dynamics about them is that they are able to work with the indigenous groups in northern Mali and in that regard, we have been liaising with them. There is need for AIWO to continue with the work here, reach out to them and see how we can have more exchange visits within the regions and amongst themselves.



Mali Women's day discussions and group photo.

Senegal

In Senegalese Indigenous women from Fulani community live in remote areas and are also shy to speak out. This is a country where it has been difficult to get the right person to network with. Most of the Fulani women live in very isolated areas. The fact that at the beginning we started working with Association of Indigenous Women of Senegal, the coordinator was a teacher and was not ready to accept to work with the communities because of her work. We however made use of our networking magic and were able to get a group of women whom we have continued working together closely. We are also collecting Data on Indigenous Peoples' organization with a focus on women to help us reach out to these communities more closely. The activities held so far with the different women groups that we have been working together have been successful and despite everything the women have held their own activities and had many experiences during our visits which motivated us to keep going. Clearly indicating the need to work and reach out to as many women as possible to bring the voices into the perspective.



Series of activities and trainings for the first time for the Fulani Indigenous women in Senegal.

AIWO is determined to continue working there and we are glad that now we have a direction which we believe we will make a difference in the way the public and nation as a whole look at the Fulani and other minorities. The Women and their activities are working together better than ever before and there is that feeling of recognizing the role of women and girls in the community.

The activities undertaken during the project cycle gave the women energy/force and they realized that their voice is very important. It was clear that Indigenous Women have progressed in advocating for their rights through capacity building, by participating in different National, Regional and International Meetings. Most African Indigenous Women brought out challenges that made them feel sidelined compared to others. They gave examples of Gender based violence, Environmental degradation and injustice, poverty (economic inequality), inequality before the law, lack of access to social services such as health and education, access to use and ownership of land, political participation and decision making, insecurity and conflict characterized by armed banditry, insurgency leading to kidnappings, amongst others. The women came together after many preparatory meetings online and brought together a collective document that represents priorities and recommendations as well as the African Indigenous Woman's voice on to the global statement which will be presented during the conference. During all discussions in the project it was very clear that despite the women coming up with many issues that affects them, some of the challenges were common in all the countries. Good examples were lack of access to education. Most Indigenous communities are patriarchal and as such they do not value girl child education and prefer to educate the male child. It is believed that a girls' place is at home to carry out household chores, learn how to take care of a home and finally be married off to her own home. Some of these marriages are child marriages where girls as young as nine years old can be married off. Poverty is another contributor to the lack of access to education and instead the girl is married off for bride price that would fund her family. Early and teenage pregnancies have also contributed to a high number of Indigenous girls either not joining school or dropping out prematurely. The presence of patriarchy in the dominant society makes them more vulnerable to oppression, exploitation, abuse, and violence because of the intersections of gender and ethnicity. Most of them are unaware of their

rights and are therefore not aware of the violations against them. This was the reason for this project to periodize awareness on rights.



Economic empowerment for the women makes them be respected and recognized because they can provide as seen in the first two photos from Niger and then next from Dori Burkina Faso working with children as early as possible introduces them to certain knowledge that gives them confidence and motivation.

African indigenous women have the highest levels of poverty due to being marginalized for decades with degraded environment of dry lands and high temperatures which have been made worst by the Climate Change. Their rich Biodiversity has been lost in years due to high demand with poor policies that do not focus on restoration, and recognition of the vital role the community do in trying to save their land and resources with their kind of livelihoods ignored in development.

Internal displacements caused by logging and mining activities and armed conflict in the region has impacted a lot on these communities. With innovation and the knowledge the women have picked along the way during their trainings and exchange visits, have made them continue managing their livelihoods wherever they go.



In Mali internally displaced people have moved to Bamako where they have decided to be innovative and continued with their lives as it has been getting spaces they could to innovate and fit their livelihoods AIWO worked with them to ensure they can continue trying the much they can to feed their families.

Economic empowerment is very important for the women. They undertake different activities that help them sell their produce to buy essentials for themselves and their families. Keeping them healthy in a very fragile environment.



Soap making and food venture are visible activities amongst women to ensure their Livelihoods.



Some economic and ecofriendly activities considering that Sahel is a desert like environment. Using the available resources in their land to make items to sell is an opportunity women have not left out.

It was also clear that unequal access to health and healthcare facilities within the areas and among the remote communities is a big issue and because the environment is fragile, access to healthy food and traditional medicine remains a problem. One has to travel long distances to access the bare minimum form of healthcare. If there are hospitals nearby then there are no doctors, nurses, medicine or facilities to cater for the community. Indigenous women and girls have no access to sexual reproductive health services where pregnant women and girls do not have access to maternity services and many have to rely on traditional birth attendants. Girls do not have access to sanitary products such as sanitary towels which affects their quality of life. In light of the COVID19 pandemic Indigenous Peoples were always the last to receive government assistance and materials such as information on infection and prevention measures, hand sanitizers,

masks, and other items to help stop the disease from spreading. The only thing that is important is that the remote communities are innovators and always manage their own crisis.



Creating space for themselves to have their voices heard makes a big difference in their lives.

In these communities there is a high rate of Gender Based Violence, rape and other forms of violence against Indigenous women. These cases are not reported to the relevant authorities because of fear and women's dependence on the men, social and cultural beliefs and practices that have normalized violence against women and lack of access to justice for Indigenous women. Other forms of violence prevalent in indigenous communities especially towards indigenous girls are harmful cultural practices such as early marriages and female genital mutilation. This is the reason why this project was very crucial as it helped open the minds of the women to discuss and see how they can tackle different challenges that they face. In most of the Sahel, there is a low number and sometimes nonexistent number of Indigenous women participating in political and policy spaces. This is mostly because of the high rates of illiteracy amongst indigenous women. They also suffer from discrimination and stigmatization hence reducing the rate of participation in various processes at the local, national, regional or international that have direct impact on their lives.

Voices from the SAHEL

Institutionalized patriarchy has also prevented African Indigenous women from being part of both traditional and formal institutions and in positions where they can influence decisions and policies.

On Climate Change, Indigenous women and their communities rely on natural resources for their survival, here they face more problems with very fragile ecosystems without sufficient adaptation and mitigation measures. They risk losing access to water, desertification and a lack of pasture for their livestock. Indigenous Women's productive role of ensuring provision of food, water and energy for their families is impacted by climate change. They are facing the consequences of climate change such as forced migration, drought, floods (which are responsible for land degradation), food insecurity and conflict. Their lives are even more complicated because of insufficient promotion and protection of Indigenous women's human rights, as well as continuous discrimination and violations girl child rights.

The Sahel women were then invited to participate in the process and campaign on 'CEDAW for Indigenous Women and Girls'. They joined other Indigenous women leaders seeking to come together to advocate for the adoption of CEDAW General Recommendation no. 39. These discussions had started in the regions working together using webinar discussions and consultation to bring recommendations and a voice form Africa.

At this moment, CEDAW (Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women) was a success and finally the general assembly approved the General Recommendation no. 39 on the rights of Indigenous Women and Girls.



The Regional Network of Indigenous Women, International Indigenous Women's Forum/Foro Internacional de Mujeres Indigents (best known as FIMI), MADRE, the UN Voluntary Fund for Indigenous Peoples, and RLS co-hosted a High-Level Dialogue with the Members of the CEDAW Committee and a press conference in Geneva within the framework of the 82nd session on June 24, 2022. The session provided opportunity for Indigenous women and girls to bring visibility to their cause and continue advocating for their collective and individual rights with key stakeholders in Geneva. Several events took place, including a High-Level Dialogue with CEDAW Committee members, a press conference and additional meetings. All the delegates including those from the Sahel actively participated in the advocacy opportunities.



While the project was still busy, African Indigenous Womens' Organization (AIWO), together with AYNi Africa organized a capacity building workshop in Nairobi. This training was to for indigenous women of Afriac to learn about their own financial and leadership management and at the same time to have a preparatory meeting for the

upcoming Climate change Conference that year in 2022. The Nairobi meeting was to further prepare indigenous women to also join the rest in Chad then Sharm el shekh for COP 27. This meeting was held from 27th to 30th September 2022 in Nairobi, Kenya and brought together indigenous women from different African Countries. It was a meeting that took place in two stages. First, the participants were divided into two groups for separate trainings. They received training on the methodology of writing narrative and financial reports of projects among other pertinent issues of climate change and biodiversity. ***Local Communities and Indigenous Peoples Platform (LCIPP)*** bi-regional meeting in Chad. After Nairobi, we headed for N'Djamena to take part in the bi-regional meeting of the LCIPP platform which took place from 13th to 15th October 2022. They took part in a debriefing meeting of the Indigenous Peoples of Africa

on issues related to the texts governing the recognition of the rights of Indigenous Peoples but which are not applied by the African countries. This meeting helped to get all the African participants on the same page and to prepare them for a more active participation in the Africa-Asia meeting.



Together with other Indigenous Peoples and other local communities the Sahel ladies joined the meeting in Chad and shared their experiences on Climate Change. Good preparation and Capacity building for COP 27.

The 27th session of the Conference of parties to UNFCCC was to be held in Sharm- el-Sheikh, Egypt, 14th-18th November 2022. It was a real opportunity for preparation and the Indigenous women arrived safely and were able to have preparatory meetings with other indigenous women and also attended indigenous Peoples preparatory meetings. This was important as there was need to know what was going on in such a big conference venue with thousands of people attending. There were plenary areas and many side events which were very important.

The Indigenous women participated and contributed in many side events which helped to bring recommendations from Africa during the meeting in Chad. Below were some of the events listed for the participants to attend:

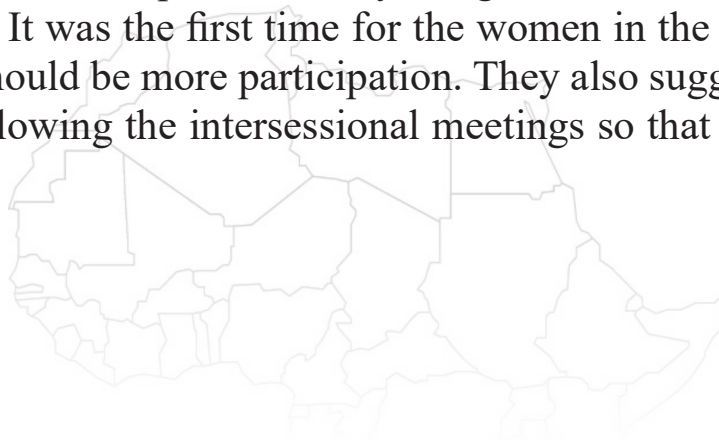
1. Africa Pavillon, African Center of Meteorological Applications for Development (ACMAD).
2. Water security in Sahel, problems of water availability, quality and access in the Sahel countries. The impact of climate change on access to water.

3. Accessibility of climate finance.
4. Difficulty in implementing policies due to conflicts.
5. Female herbalists as a cultural expression of intangible heritage
6. Indigenous women's multiple tasks in self-build housing.
7. Adaptation to climate change.
8. Role of culture and cultural practices in climate change adaptation. All communities have a role to play in adaptation.
9. Holistic approach to climate change adaptation.
10. Indigenous Peoples' initiatives to build resilience.
11. Funding a project on using photography to amplify what under-represented women are doing in the adaptation process.
12. Indigenous women as leaders in climate action, Indigenous Women's Day.
13. Engaging business finance and government in climate action and solutions for biodiversity.
14. Opportunities on loss and damage for indigenous peoples.
15. Financing solutions to climate change.
16. Tools and mechanisms for indigenous peoples and the possibility of their expansion.
17. Awareness of indigenous peoples' ownership of lands and forests.
18. Financing issues, accessibility, link between crisis and climate change.
19. Financing the weakest to adapt.
20. Local communities' direct access to finance.
21. Sources of funding.
22. Grants and private funders.
23. Multi-scale funding, monitoring technology.
24. Indigenous Peoples and Producer organizations upscaling biocentric climate action.
25. Climate action through innovation implementation and inclusive multi-level governance.
26. The Energy and resources Institute.
27. World sustainable development summit.
28. Cultural heritage based climate change.



Participation of Indigenous women from the Sahel in UNFCCC COP27 was a Milestone. Their story began from preparation in Webinars, going to Nairobi to attend related meetings, joining Indigenous Peoples in Chad and finally traveling to Sharm El Sheikh. Indeed, it was a big success to have seen the indigenous women move together to attend and discuss issues and planning ahead for the future.

Most of the Indigenous women recommended that Climate change has to be our key focus as it impacts in many things in the lives of women and the community. It was the first time for the women in the Sahel and they felt that there should be more participation. They also suggested that they should keep following the intersessional meetings so that they can be up to date.

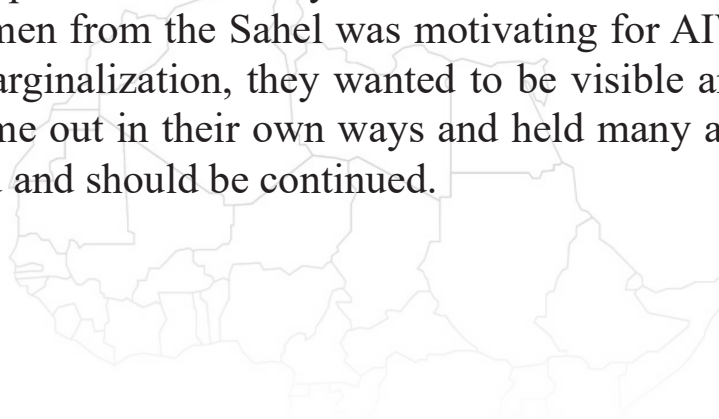




Participation of Indigenous Women from the Sahel in UNFCC COP27 was a milestone. Their story became from preparation in Webinars, going to Nairobi to attend related meetings, joining Indigenous Peoples in Chad and finally traveling to Sharm El Sheikh.

After the COP 27, the women went back home and arranged to disseminate what they got from Sharm El Sheikh back to community. Follow up workshops and engagements have been carried out at local levels so that the views and opinions of the people at the grassroots are incorporated. In all the countries they used the March as the women day activities to continue to disseminate information and create awareness.

AIWO will continue engaging them in different arrangements of Indigenous Peoples so that they are well informed. Working with Indigenous women from the Sahel was motivating for AIWO to see that despite their marginalization, they wanted to be visible and their voices heard. They came out in their own ways and held many activities which was encouraged and should be continued.



Pictorial

Photographs tell a story. In these pictorial pages, we display different activities in the four different countries we have been working in.



B
u
r
k
i
n
a

F
a
s
o

Voices from the SAHEL

Different activities were carried out during the implementation of the project in Bamako. It was not possible to have this take place in the rural areas due to the conflict which impacted the indigenous peoples communities negatively.



M
A
L
I



In Senegal, trainings were held in rural settings which were indeed interesting to bring festivals and at the same time allowing many to get information and participate effectively in all the workshops trainings and exchanges organized.



S
e
n
e
g
a
l



N
i
g
e
r

Voices from the SAHEL

9th Session of the African Regional Forum on Sustainable Development

Participation in regional processes is key and AIWO took the opportunity to accredit a few Indigenous Women from Niger to the 9th session of the African Regional Forum on Sustainable Development in Niger from 28th February to 2nd March 2023. SDGs are key to development work in our continent and globally, Indigenous women are key to development and their vital role in ensuring their communities are also fully involved and informed. The Regional Forum theme was *“Accelerating the inclusive and green recovery from multiple crisis and the integrated and full implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and Agenda 2063.”*



The team during the 9th Session of the African Regional meeting on sustainable development Niamey Niger . Here they join other indigenous peoples in the forum. This is part of Empowerment and visibility and also information sharing and networking together.

During the session, an in-depth review was undertaken of progress made in the implementation of five selected Sustainable Development Goals, namely Goals 6 (clean water and sanitation), 7 (affordable and clean energy), 9 (industry, innovation, and infrastructure), 11 (sustainable cities and communities) and 17 (partnerships for the Goals) and the corresponding goals of Agenda 2063. The Regional Forum also served as a platform for the sharing of experiences, good practices and lessons learned in efforts to implement the two agendas. In addition, participants identified and built a consensus on policy options and actions, to be adopted in the form of key messages and a declaration, to drive actions towards accelerated,

inclusive, and green recovery from the multiple crisis alongside the full implementation of the two Agendas.



Indigenous women from Sahel for the first time attending an African Regional meeting on Sustainable development Goals held in Niamey Niger in March 2023.

The key messages and the declaration will also serve as the collective African input to the 2023 high-level political forum on sustainable development, to be held in New York from 10th to 20th July 2023 and Sustainable Developments Goals Summit at Heads of State and Government high level week in September 2023.

AIWO ensured that the Sahel team was going to be involved in different activities undertaken by Women not only at their National level but also at the Regional and International Levels. This is because this is the place to learn and create visibility. During the project level, every year in March women Globally celebrate the International Womens Day. It is a very important month for women history. Women celebrate and appreciate their status in the community and all levels. AIWO members are never left behind in celebrating and creating awareness of the importance of this special month and give the women an opportunity to share, learn and link together.

Women use this month to learn from across the borders and connect with their partners, countries, and communities. Apart from seminars and trainings a lot of activities take place on environment, and economically where they even learn to make soaps, sold milk, made products, etc. These different economic activities encourages them to progress in their activities and earn little money to help them.



Oumou Dicko from Mali making her intervention

As we completed the project, one of the highlights of 2023 was the 28th Conference of Parties to UNFCCC well known as COP 28, the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) which was held in the United Arab Emirates from November 30 to December 12, 2023 aims to solve the climate crisis by agreeing on ways to limit the rise in temperatures to 1.5°C and achieve zero net emissions by 2050. Over 70,000 delegates, including member states, business leaders, young people, climate scientists, indigenous peoples, journalists and various other experts and stakeholders are expected to attend.

The second three-year work plan of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform (LCIPP), is mandated to organize annual meetings in conjunction with COP sessions, with the participation of Indigenous Peoples and indigenous knowledge holders, to broaden and enhance the inclusion of traditional knowledge, Indigenous Peoples' knowledge and local knowledge systems in addressing and responding to climate change, in line with international rights-based safeguards and indigenous peoples' cultural protocols."

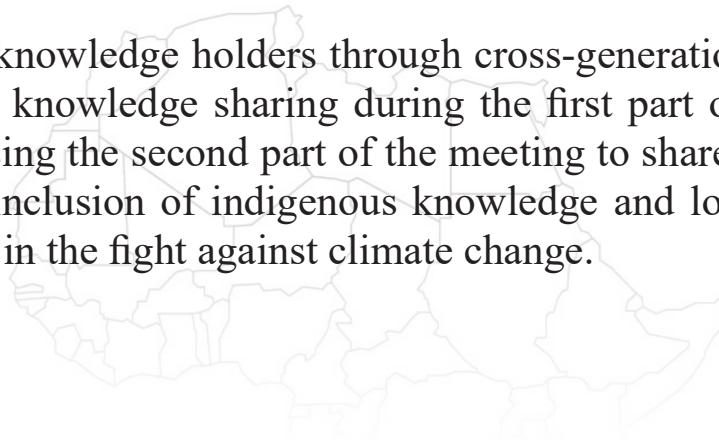
This activity is part of LCIPP's knowledge function, which is to "promote the exchange of experiences and good practices to apply, strengthen, protect and preserve traditional knowledge, Indigenous Peoples' knowledge and local knowledge systems, as well as the technologies, practices and efforts of local communities and indigenous peoples in addressing climate change, taking into account the free, prior and informed consent of the holders of such knowledge, innovations and practices".

LCIPP's annual meetings brings together knowledge holders to share and promote adaptation actions based on and guided by the best available science, including traditional knowledge, indigenous peoples' knowledge and local knowledge systems, in line with Article 7 of the Paris Agreement. It was an opportunity for the Sahel represented by Oumou Dicko to participate COP 28 from December 30 to 06, 2023 in Dubai as indigenous knowledge holder in Africa, this opportunity allowed her to share our traditional knowledge and her experience as an indigenous youth. She participated in panels and was a facilitator of the Earth Information Day World Café a table dedicated to indigenous knowledge and data.

Sharing traditional knowledge

The objectives of the annual meeting of knowledge holders were:

- Expanding and enhancing the inclusion of diverse knowledge systems in the design and implementation of climate policies and actions within and outside the convention, through the direct participation of indigenous knowledge holders and local knowledge systems.
- Building the engagement of youth, women, children, people with disabilities and indigenous local communities at all levels and in all aspects of climate policies and actions as part of the global effort to reduce greenhouse gas emissions and build climate resilience.
- Facilitating intergenerational knowledge sharing between indigenous and local knowledge holders from the seven UN socio-cultural regions.
- Being of benefit to the Parties, UN bodies and other relevant stakeholders by sharing the good practices of local communities, as well as the practices, views and rights of indigenous peoples.
- These include climate knowledge synthesis practices that include traditional knowledge, indigenous peoples' knowledge and local knowledge systems, ensuring Free, Prior and Informed Consent (FPIC). The annual meeting also provided an opportunity to share best practices and advice for informing climate policy and action.
- Benefit knowledge holders through cross-generational and cross-regional knowledge sharing during the first part of the meeting, while using the second part of the meeting to share best practices for the inclusion of indigenous knowledge and local knowledge systems in the fight against climate change.



Thematic areas

The themes addressed at this year's meeting were the interconnection between water, energy and food. It was divided into four round tables for inter-generational and inter-regional knowledge sharing between indigenous knowledge holders. At the event, participants highlighted their traditional and sustainable ways of living.

Round Table 1: *Water; the lifeblood of our planet.*

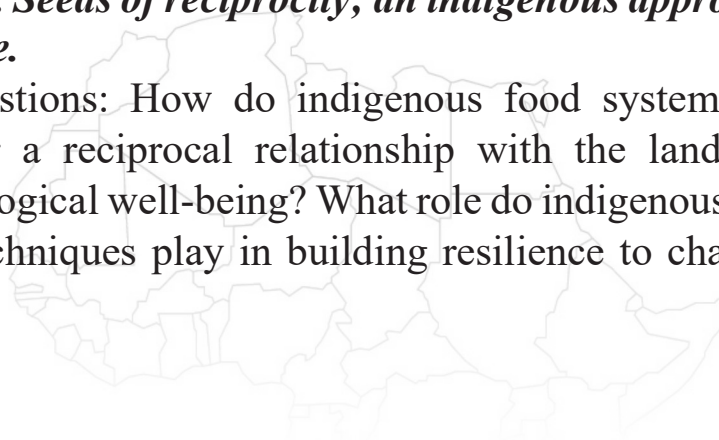
Discussion questions: Indigenous peoples have been managing and governing water resources since time immemorial, whether in places where water is abundant or in semi-arid and arid environments. Could you describe your relationship with water and provide some of your peoples' practices, concrete actions or solutions? What recommendations or concrete actions do you propose to meet the challenges linked to water and climate?

Round Table 2: *Enabling energy transition strategies that combine environmental, social, economic and cultural benefits.*

Questions for discussion: Could you share examples, best practices or stories where you have implemented energy projects on your territories, keeping in mind the importance of land, social and cultural benefits? How can indigenous values contribute to the ethical and equitable production and distribution of energy? What recommendations, concrete actions and considerations do you propose to the global community? The knowledge-holders from each region answer framing questions.

Round Table 3: *Seeds of reciprocity; an indigenous approach to feeding land and people.*

Discussion questions: How do indigenous food systems and farming practices foster a reciprocal relationship with the land, guaranteeing human and ecological well-being? What role do indigenous plant varieties and farming techniques play in building resilience to changing climatic conditions?



Round Table 4: Weaving the threads of life; indigenous youth perspectives on the interconnection between water, energy and food.

Discussion topic: What practices do you draw from your Elders and your history to help your people deal with the challenges of water, energy, food and climate change? How do your people traditionally manage the complex relationship between water, energy and food, while maintaining the sacred balance that allows all forms of life to thrive? Could you provide recommendations or practices on the tools you've used to share the knowledge of your elders? How can this process be strengthened?

Knowledge holders from each region answer the framing questions.

Oumou joined Round Table 4. Her intervention is linked to the interconnection between water, food, and energy. She tells us what she shared.

Q1. What practices do you draw from your elders and history that helps your people face water -energy-food- climate change related challenges?

“In the recent past, in our native community, we talked about water and food. This indigenous community in Mali, in the Douentza region and the commune of Dallah, is largely a farming and livestock-raising community. At the time, rainfall was abundant, so the only link was between water and food. For example, without rain (water), there would be no crops (food). With the scarcity of rain and the consequent lack of surface water, and with the advent of renewable energy (especially solar energy), the three sectors are inextricably linked.

The three sectors are inextricable, and actions taken in one sector can have an impact on one or both of the others. For example, lack of water affects energy production, agriculture and the agri-food industry, and therefore lack of energy affects water and food supplies, while without food resources, no society can survive. It is clear that access to these essential services is inextricably linked, and that tackling each issue in isolation is ineffective. Our Indigenous elders play an important role in our lives, helping us to meet the climate change challenges we face in the areas of water, energy and food.

One of the most important practices passed on to us by our elders is respect for nature and the management of natural resources. It's one of the conditions on which our survival depends. Here are a few traditional practices that help us meet the climate challenges of water, energy and food.

Agriculture. We have Periodic Grazing Rotation: which helps us preserve land from degradation. If grazing is done on site **A** this year, it's important to do it on site **B** the following year, not only to allow the latter to rest, but also to use the cattle manure for soil fertilization and farming activities.

Energy. Cow dung is used as a source of energy instead of firewood, and is therefore recyclable.

Water management. The use of small dams to retain water, a practice that not only provides water for cattle during the lean season, but also for families and the survival of aquatic species that risk disappearing if rivers or streams dry up completely.

All these practices are linked to ancestral knowledge that is now being passed on to young people to help them cope with the harmful effects of climate change.

Q2. How do your people traditionally manage the intricate relationship between water, energy and food, while maintaining the sacred balance that enables all life forms to thrive?

Our people are aware that the current interconnection of these three elements means that the depletion of one resource can have repercussions on the others, threatening our way of life.

In the fields of water, energy and food, certain practices have been enacted by our peoples, who have managed and protected their natural resources.

Water. Using traditional rainwater harvesting and storage techniques to cope with periods of drought.

Energy. The cutting of wood for animal feed or for traditional cooking and medicine is highly regulated and therefore controlled in a traditional way that is not wasteful.

Sustainable agriculture. They use ancestral cultivation techniques adapted to community conditions, favoring respectful use of resources.

An integrated approach to water, energy and food strengthens community resilience to the challenges of climate change. And adapting to this interconnectedness drives them to find innovative solutions to ensure the sustainability and prosperity of our community.

The management of water points, dams, market gardening zones, etc. is based on consensus and community participation. The most important thing in all this is social cohesion and living together, all within a framework of sustainable development. In this way, our people manage their community in the best possible way.

Q3. Could you provide recommendations or practices on tools you have been using to share knowledge from your elders? How can this be further strengthened?

To share all this knowledge acquired from our elders in the context of climate change in the fields of water, energy and food, we young people, having become aware of the current reality of the harmful effects of climate change, of the need to preserve our environment and having acquired certain traditional knowledge from our communities and in addition to the capacity building of certain actors in these sectors, have adopted certain practices to better sensitize our communities for a better improvement of our living conditions and in a sustainable way, because to change our habits, behaviors, beliefs and convictions this sensitization will have to be effective and inclusive. These practices include information, education and communication (IEC) on all themes related to these sectors. This awareness-raising is done in an inclusive way, taking into account the availability of the community and the target group to be trained.

Social mobilization around certain themes or projects. For example, by installing fireplaces, we raise awareness of the need for and benefits of such work, and mobilize the community to carry it out. All these awareness-raising activities must be carried out in a participatory/inclusive way, taking into account the realities of all parties concerned.

In some sectors, certain political or administrative tools need to be taken into account, as well as certain traditional and environmental realities.

To strengthen this aspect, we need to:

- Involve and mobilize young people in all community activities.
- Involve women and girls in community life, an essential condition for a better quality of life and living together.
- Adopt a participatory and inclusive approach in all actions carried out for the community and by the community.
- Cultivate a spirit of cohesion and unity within the community.

After the knowledge sharing we continued with our activity held on December 02, 2023.

Indigenous Youth Roundtable

The second three-year work plan of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform (LCIPP) focused on the role of indigenous and local community youth.

(LCIPP) focused on the role of indigenous and local community youth, and on specific ways to advance youth engagement in the design and implementation of climate policies and actions at all levels, including the UNFCCC process, as at COP 28.

The objectives of the activity were as follows:

- Strengthening the engagement of indigenous and local community youth in the development and implementation of climate policies at all levels.
- Facilitating the participation of indigenous and local community youth in sharing intergenerational knowledge, strengthening on-the-ground practices and promoting intergenerational equity.

Sharing regional challenges and visions.

Indigenous youth and young people from local communities are invited to share their needs, challenges, visions and ideas that could be implemented in their region to contribute to climate policies and actions at national and international level.

It was an honor for me to share the challenges, needs and visions of our community as an indigenous youth during this COP 28.

Challenges

1. Food security

Disrupted rainy seasons lead to poor harvests. People depend on their animals for their livelihoods. Without food and water, animals weaken and lose value, or worse, die, affecting their children.

2. Insecurity

As the effects of climate change intensify, there have recently been changes in traditional Fulani migration patterns. Insecurity in the north is prompting a growing number of herders to migrate to the south and center with their livestock.

3. Intra-and inter-community conflicts

Conflicts most often caused by low rainfall, leading to the displacement of herders to the southern regions of the country. These herders are always in conflict with farmers.

4. Deforestation

The felling of trees is also at the root of drought in Mali, and affects young indigenous people. Simply put, recent years have seen rising temperatures, less predictable rainy seasons and an increase in extreme weather phenomena such as floods and droughts.

5. Lack of education

Faced with climate change, some schools are closed in many communities due to the crisis and domestic work, water supply, selling products, etc.

6. Migration

As the effects of climate change intensify, there have recently been changes in traditional Fulani migration patterns. Insecurity in the north is prompting a growing number of herders to migrate southwards and centrally with their livestock.

Needs

- Promotion of income-generating activities and self-help associations for young people.
- Promotion of improved varieties of the main food crops adapted to climatic conditions (millet, sorghum, corn and rice) for our well-being.
- Meteorology to improve agricultural production and contribute to food security.
- Development of lowlands.
- Installation of boreholes equipped with solar or wind pumps.
- Raising awareness and organizing local communities to preserve natural resources (development of local agreements for reforestation and agroforestry).
- Set up an information system on health risks linked to climate change.
- Involve young people in all decisions relating to climate change at all levels.
- Encourage the sharing of knowledge between generations and traditions.
- Research into the impact of climate change and biodiversity loss at community level.
- Capacity building/scholarships for indigenous youth.
- Access to information.
- Involve community members in research on climate change and biodiversity loss.
- Support for the facilitation of research on climate change and biodiversity loss.

- Support the facilitation of intergenerational knowledge sharing for indigenous youth.
- Involve and mobilize young people in all community activities.
- Involve indigenous women and girls in community life, an essential condition for a better quality of life and a better way of living together.

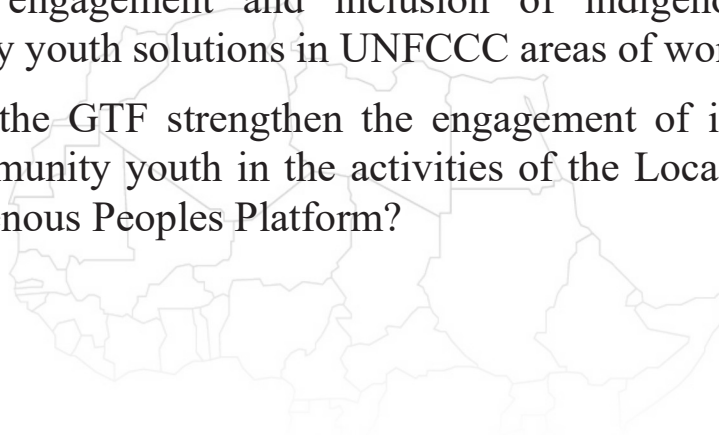
Vision

- To see all indigenous youth involved at all levels.
- Return to peace, social cohesion and living together.
- To see all children return to school.
- Government to recognize youths' rights.
- To have indigenous youth projects funded.

Regional group work

Following the Indigenous Youth Roundtable, sub-groups were formed for each region to answer the following questions:

1. In an effort to find solutions, what are your recommendations for the following issues?
2. How can we strengthen the leadership of indigenous and local community youth in the development and implementation of climate policies at all levels?
3. What processes/mechanisms can be supported (or created) for sustained engagement and inclusion of indigenous and local community youth solutions in UNFCCC areas of work?
4. How can the GTF strengthen the engagement of indigenous and local community youth in the activities of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform?



Our contributions to this section as a regional youth roundtable (Africa) were as follows:

1.

- Capacity building.
- Inclusivity.
- Better organization.
- Recognition.
- Bridging the gaps of indigenous youths in climate processes.
- Strategic engagement with policy makers institutions working on climate change.
- Encourage youths to practice with intergeneration exchange of traditional knowledge (back to roots).
- Mindset change (re-orientation).
- Mentorship and fellowship.

2.

- Having a space for youth to be able to share feedback and knowledge (global indigenous youth's caucus linkage specific capacity building empowerment bodies.)
- Funding to strengthen youth participation and capacity building in leadership and advocacy.
- Access to information
- Creating systems that promote access to communication.
- Independent funding for indigenous youths (flexible funding for indigenous youth's led initiatives.)
- Involvement of indigenous youths at all levels of policy making.

3.

- Have a regional hub for trainings, engagements and networking.
- Supporting building of linkages in dialogues with policy makers.
- Having youth representatives in FWG (ensuring youth voices representation in FWG).
- Establishing a monitoring framework to track progress of youth engagements.
- Having our own support in participation of LCIPP work.
- Support to share case studies, stories.



Africa Indigenous group.



Panels attended

During this COP, Oumou Dicko had the opportunity to speak at various side events such as:

Sharing indigenous youth experiences

Panel 1

The concept: The International Indigenous Youth Forum on Climate Change (IYFCC) is the main articulation platform for indigenous youth at the UNFCCC. We promote environmental sustainability through innovative solutions based on our traditional knowledge, preservation of cultural diversity and languages.

1. Share your experience as an indigenous youth in the UNFCCC and COP spaces.
2. Why is a space for indigenous youth at the UNFCCC necessary?

Oumou's contribution to this part.

The UNFCCC is a great opportunity for me as an indigenous youth because we are at the forefront, coming from Africa and our cases are unique. By sharing my experiences and challenges that we face as young people, it will help me to bring about solutions (change).

Indigenous youth meeting at UNFCCC saw our need for more opportunities to engage with our local, regional, and national governments on climate policy development and implementation.

Furthermore, we pointed out that training and capacity building opportunities are needed to allow Indigenous youth to understand climate policies and how it affects us.

And there is an overall need to reform educational systems so that climate change impacts and solutions feature much more strongly.

We also called for work opportunities in our home communities that allow us to remain in our homelands and the implementation of our languages.

This way, we can engage in climate policy development and implementation at local levels, where much of the crucial action to preserve natural resources and adapt to climate change needs to happen.



PANEL 2: Indigenous youth participate in ecosystem restoration by focusing on their lands; A home for tomorrow.

Oumou's talk focused on collaboration between aboriginal youth, elders and women in collective action for ecosystem management and restoration. Indigenous youth play a big role in restoring ecosystems and their lands, because they make their voices heard on multiple activities for environmental preservation and biodiversity conservation.

Leadership; They can become leaders in implementing or planning projects that will work in ecosystem restoration and environmental management, while instilling in the ancestors and women of the whole community.

Community involvement: Young people can plan activities to stop pollution, reduce and treat waste, take action to plant trees or other agro-forestry plantations, take measures to improve the soil and manage it sustainably so as to have a healthy land, a safe aquatic environment and an abundant marine environment.

Indigenous youth can collaborate with scientists, researchers and others stakeholders in the restorations of ecosystem projects; they can bring their traditional knowledge and practices to collaborate with modern scientist approaches towards achieving the common goal of restoring the ecosystem.

Advocacy and awareness: Indigenous youth can use their voice to advocate for their lands and raise awareness around environmental issues. They can work with their communities to advocate for sustainable land use practices and to raise awareness about the important of restoring damaged system.

Indigenous youth have a significant role to play in the ecosystem restoration of their lands. They hold the key to preserving the traditions, culture and cultural heritage of their communities while advocating for the protection and restoration of their lands.

As a result, young people can effectively take part in conservation projects and programs, helping to protect biodiversity, wild places and species threatened with extinction, all of which will contribute to building a better future.

PANEL 3: Earth Information Day World Café

Oumou had the opportunity to moderate, with an expert, the Earth Information Day World Café, which includes a table dedicated to indigenous knowledge and data.

Discussion theme: *Indigenous knowledge and data.*

Our conversation aimed to recognize and promote the engagement of Indigenous knowledge systems and data in the collective effort to address climate change. Their ways of life, deeply intertwined with their environments, offer invaluable insights into climate and ecological changes. By exploring these questions, we hope to uncover ways to bridge the gap between Indigenous knowledge and data and other existing research and systematic observations, enhancing our collective approach to environmental stewardship, research, and systematic observations.

Guiding Questions

1). Identifying Gaps: What gaps currently exist in integrating Indigenous knowledge and data into mainstream research and climate policy?

Peoples as vulnerable, and often seeing us only through the lens of vulnerability and not as knowledge holders with insights and values cultivated through generations of interacting, observing, and learning from nature.

Research and systematic observations, with the current predominant methodology, primarily focused on peer-reviewed scientist, technical and socio-economic quantitative evidence. These exists a huge gap in engaging the knowledge and data from Indigenous peoples.

Indigenous peoples are often presented as a homogenous group, failing to recognize their diversity and distinct worldviews. This generalization overlooks the roles of different genders, ages, and intersectional identities within indigenous communities in the transmission of knowledge.

There's a misunderstanding of what indigenous knowledge is and an inability to discuss respectful knowledge co-production frameworks. The near absence of indigenous

scholars in the IPCC's sixth Assessment Report further exacerbates this issue. Indigenous knowledge, with its place-based nature and cultural frameworks, is often positioned as inferior to non-Indigenous science.

Mainstream climate change discourse often focuses on adaptation strategies and vulnerability of indigenous communities, neglecting the mitigation strategies they are leading. This narrative de-centers indigenous peoples' hopes for the future and overlooks their leadership in climate change mitigation efforts.

2). Strengthening Engagement: In what ways can the involvement of Indigenous Peoples in climate policy research and observation be enhanced at all levels?

Inclusive policy and research frameworks: develop and implement policy and research frameworks that are inclusive of indigenous knowledge systems and data. This involves recognizing the validity and importance of indigenous knowledge alongside western scientist methods.

Participatory processes: Ensure indigenous knowledge peoples are actively involved in all stages of climate policy development, from initial scoping to developing and implementing climate policies.

Respecting cultural diversity: Acknowledge and respect the diversity of indigenous peoples and their knowledge systems.

Capacity building for engagement: create capacity-building opportunities, including through the work of platforms like the local communities and indigenous people's platform, to enhance the engagement of indigenous communities, including gender considerations.

Collaborative knowledge production: Foster environments for collaborative knowledge production, where indigenous and non-indigenous researchers can co-create knowledge respectfully and equitably.

3). Weaving Diverse Knowledge Systems into Research and Observations: What are specific and impactful ways to ethically and equitably involve Indigenous Peoples in research and systematic observations, considering their deep connection with nature and firsthand experiences with climate change?

CO-creation of research Agendas: involve research methodologies that are sensitive to indigenous cultural practices and worldviews. This may involve incorporating traditional ecological knowledge alongside scientist methods.

Community consent and participation: ensure that research projects obtain free, prior, and informed consent (FPIC) from indigenous communities and actively involve them in the research process.

Reciprocal knowledge exchange: facilitate reciprocal knowledge exchanges where both indigenous and non-indigenous researchers learn from each other, respecting the value of different knowledge systems.

Long-term partnerships: Develop long-term partnership with indigenous communities rather than short-term project-based engagements, to build trust and ensure sustained collaboration.

Acknowledgment and citation: acknowledge and appropriately cite the contributions of indigenous knowledge and community members in research outputs. After the explanation of the expert to these questions, we showed to our audiences that their thoughts, experiences, and ideas are important to this discussion. We encourage open-ended discussions that foster brainstorming and collaborative thinking, rather than positional debates.



Listening carefully and supporting each other delegation from Africa supported by sister organization of AIWO



Summary of participants answers.

Invest in Documentation and Recognition.

Prioritize and support the systematic documentation of Indigenous knowledge, particularly focusing on practices related to climate adaptation.

- Recognize the value and effectiveness of Indigenous knowledge in climate action, emphasizing its importance in shaping policies, strategies, and National Determined Contributions (NDCs).
- Acknowledge the diversity of Indigenous knowledge and its adaptive, resilient nature, understanding that it is not static but evolves over time.

Promote Inclusive Engagement and Collaboration.

- Actively involve Indigenous Peoples in all stages of research, policy development, and decision-making processes related to climate change.

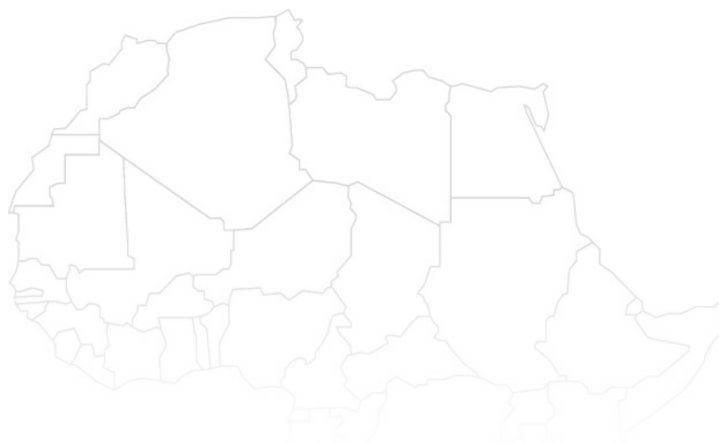
- Establish long-term partnerships and collaborations between researchers, governments, and Indigenous communities to bridge gaps, build trust, and ensure the effective integration of diverse knowledge systems.

Address Language Barriers and Cultural Sensitivity

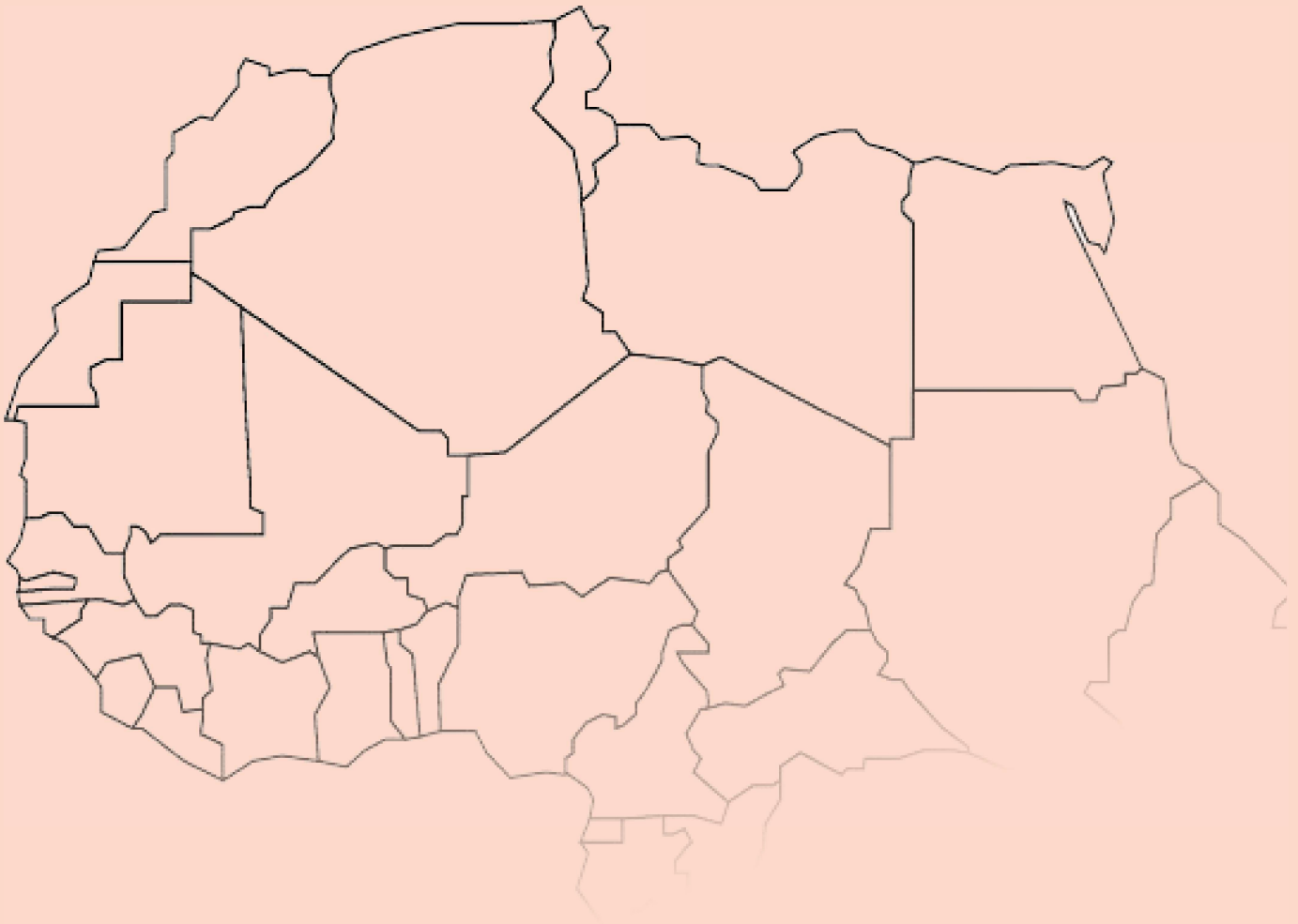
- Invest in effective translation mechanisms to facilitate communication between Indigenous communities and the broader scientific and policy communities.
- Develop and implement culturally sensitive methodologies for research, ensuring that engagement respects and aligns with diverse cultural perspectives.
- Prioritize funding and resources for capacity building to enhance communication skills and cultural understanding between different knowledge systems.

By implementing these strategies, research, and observations efforts can better respect and integrate the unique insights, experiences and the value systems of indigenous people, leading to more comprehension and effective approaches to understanding.

Let's work together to identify actionable steps and innovative approaches to integrate Indigenous Knowledge and data into our global understanding and protection of Mother Nature.



VOICES FROM THE SAHEL



UNDRIP, Article 20

1. Indigenous peoples have the right to maintain and develop their political, economic and social systems or institutions, to be secure in the enjoyment of their own means of subsistence and development, and to engage freely in all their traditional and other economic activities.

